

La grève générale aux Antilles

à travers des textes parus pendant son déroulement



Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)





La grève générale aux Antilles à travers des textes parus pendant son déroulement

Nous publions ci-dessous des extraits de textes de diverses origines : essentiellement des bulletins de Combat Ouvrier publiés et diffusés lors des manifestations et rassemblements devant la Mutualité de Pointe-à-Pitre ou la Maison des syndicats en Martinique, des commentaires présentés dans des réunions de Combat Ouvrier tenues au fil de la grève générale. Nous fûmes quasiment les seuls à publier des tracts et à faire paraître notre journal Combat Ouvrier tout au long de la grève générale, mis à part trois ou quatre déclarations du LKP.

Nous avons aussi rassemblé des articles publiés dans l'hebdomadaire trotskyste Lutte Ouvrière, car nous avons tenu à informer les travailleurs de France, en tout cas les lecteurs de la presse d'extrême gauche, de ce qui se passait aux Antilles.

Au moment où nous rassemblons ces textes, il s'est écoulé plus de deux mois depuis la signature des divers accords : Bino en Guadeloupe, ARI (accord régional interprofessionnel) en Martinique, accords de fin de conflit en Guadeloupe et Martinique, sur les baisses de prix, le gel des loyers, etc.

Malgré la suspension de la grève générale, de nombreux conflits se sont poursuivis, d'autres ont éclaté et éclatent encore : pour application de l'accord Bino, pour de vieilles revendications non satisfaites, pour le respect des droits et de la dignité des salariés.

Nous avons voulu mettre en évidence les prises de position et commentaires militants au long du déroulement de la grève générale. Il s'agit évidemment d'une première approche, nous ou d'autres tenteront, plus tard, d'écrire une véritable histoire de cette grève générale et de la période de luttes sociales qui a suivi.

Mai 2009

Nota bene

Par ailleurs nous invitons nos lecteurs à lire l'article que nous avons publié dans la revue *Lutte de classe* n° 119 d'avril (éditée par nos camarades de Lutte Ouvrière). Cet article donne une vue d'ensemble de la grève générale

aux Antilles qui a marqué la vie des travailleurs et de la population pauvre durant les mois de janvier, février et mars 2009.



Brève présentation

Il s'agit d'un résumé des événements que nous avons connus au cours des mois de janvier à mars 2009 : deux mois et demi de grève générale, avec manifestations, barrages, actions de surveillance des prix en Guadeloupe et Martinique. Ce fut probablement la plus grande grève des soixante dernières années et cela sur les deux îles.

L'ampleur des masses qui se mirent en mouvements lors de cette grève générale a été telle que certains politiciens ont pris peur et se déclarèrent d'accord avec toutes les revendications. Le Parti progressiste martiniquais, parti fondé par Aimé Césaire en Martinique, réunit ses membres et leur dit en substance : *« c'est la révolution, il faut que vous soyez présents partout dans toutes les manifestations »*!

Le préfet de Martinique alla (à la fin du mouvement !) jusqu'à revêtir le tee-shirt du collectif des syndicats qui avaient dirigé la grève. Le préfet de Guadeloupe a même appris à prononcer quelques mots de créole, mais ne tenta pas d'esquisser un pas de gwo-ka !

Mais au-delà de ces anecdotes, ce qui est important, c'est que les travailleurs des Antilles ont fait l'expérience d'une nouvelle façon de lutter, la grève générale illimitée !

L'année 2008 qui fut marquée par de nombreux conflits sectoriels s'est terminée par un événement qui a contribué à bouleverser ensuite toute la situation. En effet, c'est au début du mois de décembre que de nombreux petits patrons (petits transporteurs, ambulanciers, taxis, etc.) décidèrent de protester contre les prix trop élevés de l'essence et du gasoil (des carburants).

Ils descendirent dans les rues par centaines et décidèrent de bloquer tous les axes routiers de la Guadeloupe. Ce mouvement paralysa complètement la circulation dans l'île et pendant trois jours les entreprises ne purent fonctionner. La population se solidarisa avec ces manifestations et finalement le représentant du gouvernement – le préfet – décida de baisser le prix des carburants de 30 centimes (il faut savoir qu'en Guadeloupe et Martinique c'est le préfet, le plus haut représentant de l'État, qui fixe le prix des carburants).

Toute la population a accueilli cette baisse comme une grande victoire. Cependant, les Assemblées locales avaient voté une subvention de 3 millions d'euros pour « aider » la société de raffinage qui produit et commercialise les carburants. Cette société est contrôlée par Total, Chevron et Ruby ! Cela provoqua une vive protestation des organisations syndicales qui décidèrent alors de se regrouper dans une alliance qui fut connue sous le nom d'alliance contre la surexploitation, en créole LKP.

Ce LKP exigea le remboursement des 3 millions d'euros et une baisse supplémentaire des carburants. Le LKP connut très rapidement un grand succès et une trentaine d'organisations politiques, culturelles, de défense de l'environnement, de défense des consommateurs, etc., décidèrent alors de rejoindre les syndicats réunis dans le LKP.

Celui-ci lança alors une grève générale le 16 décembre. Ce jour-là, 6000 personnes défilèrent dans les rues de Pointe-à-Pitre la ville principale de Guadeloupe. Le préfet représentant du gouvernement refusa de recevoir une délégation des manifestants.

Le LKP annonça qu'il allait se renforcer et appela alors à une grève générale qui devait commencer le 20 janvier 2009. À ce moment-là, le nombre d'organisations regroupées dans le LKP s'élevait à 48 ! Et lorsque la grève éclata le 20 janvier on vit alors deux fois plus de manifestants que le 16 décembre descendre dans les rues de Pointe-à-Pitre. Le préfet annonça qu'il était prêt à recevoir les représentants du LKP pour discuter. Mais le LKP se montra alors plus exigeant qu'en décembre. Il demanda une négociation globale où seraient présents le préfet, les patrons et les élus politiques locaux représentant les Assemblées locales.

Pendant quelques jours la discussion se poursuivit autour de ce problème-là. Chacun des trois voulant recevoir séparément le LKP. Mais celui-ci persista dans sa demande et appela à de nouvelles manifestations. De nouveau, le nombre de manifestants augmenta considérablement : on était passé de 5 à 6000 en décembre à près de 10 000 le 20 janvier, on arriva à presque 20 000 au bout de la troisième manifestation.

Entre temps la plupart des entreprises étaient paralysées et leurs entrées bloquées par des piquets de grève. Toutes celles qui n'étaient pas en grève reçurent la visite de groupes importants de grévistes qui venaient persuader leurs camarades d'entrer en grève et les aidèrent à fermer leurs entreprises.

À partir du 20 janvier, il n'y eut plus de vente de carburants, plus de transports publics, toutes les écoles, tous les lycées, toute l'université étaient

fermés, tous les supermarchés, tous les centres commerciaux étaient aussi fermés. Une partie du port ne fonctionnait pas, toutes les zones commerciales ou dites industrielles étaient fermées, la plupart des administrations étaient en grève, les télécoms, les impôts, etc. la majeure partie des banques et les hôpitaux fonctionnaient avec un service minimum.

Remarquons que les travailleurs de l'électricité se déclarèrent grévistes et bloquèrent les centres administratifs des usines de production d'électricité. Mais celles-ci continuèrent à produire de l'électricité, en accord avec le LKP. De même, à la société de distribution d'eau, les employés grévistes décidèrent de ne pas couper l'eau. Ceci pour ne pas créer une gêne à la population et un mécontentement inutile contre la grève.

Devant l'ampleur de la grève et la montée des manifestations, finalement, préfet, gouvernement et politiciens locaux acceptèrent d'ouvrir des négociations avec les représentants de la grève générale, c'est-à-dire les membres du LKP. Celui-ci demanda que les négociations se déroulent devant la télévision et la radio et que toute la population puisse les suivre. Lorsque les représentants de la grève arrivèrent au lieu de négociation, ils étaient accompagnés de plusieurs milliers de gens et le matin même, près de 40 000 personnes avaient défilé dans Pointe-à-Pitre, ce qui pour une île de 450 000 habitants est considérable.

Ces négociations en public que toute la population pouvait suivre en direct à la TV ont été un tournant important de la grève.

La population put se rendre compte de plusieurs choses : de la mauvaise foi du préfet, de ses manœuvres. D'un côté, il affirmait pouvoir régler les problèmes et de l'autre il se cachait derrière Paris, pour tout il fallait téléphoner à Paris, etc. On put voir aussi l'impuissance des politiciens, des élus, des conseillers, députés, sénateurs qui disaient : « *Nous connaissons tous ces problèmes que vous mettez en avant, vous avez raison il faut changer tout cela, mais vous savez, quand nous allons à Paris le gouvernement ne nous écoute pas* ».

La population put voir aussi les patrons dans toute leur splendeur. À tout ce que demandaient les travailleurs ils répondaient : « *c'est pas possible, c'est pas possible* », et ce qui a écœuré la population c'est de voir les plus gros patrons, les gens les plus riches du pays, se cacher derrière les toutes petites entreprises pour dire que les revendications allaient détruire ces petites entreprises et que c'est pour cela qu'ils refusaient ces revendications.

La population se rendit compte, à l'inverse, que les représentants du LKP répondaient point par point sur toutes les objections des patrons, sur les fuites et la lâcheté du préfet et des politiciens. La population en éprouva une grande fierté.

Les représentants du LKP présentèrent les revendications au nombre de plus de 160, couvrant tous les aspects de la vie économique et sociale ! Mais ils expliquèrent que les premières choses qu'ils voulaient régler étaient la baisse des prix, dont ceux des carburants, et l'augmentation de salaire de 200 euros pour tous les salaires inférieurs à 1,6 smic (soit environ 2 200 euros). Ce qui est le cas de l'immense majorité des salaires du privé, qui se situent en moyenne autour du smic.

Lorsque les patrons disaient : nous ne pouvons pas payer, nous serons en difficulté, les représentants du LKP leur mettaient sous le nez toutes les subventions qu'ils ont touchées de l'État depuis des dizaines d'années, toutes les exonérations de taxes, d'impôts dont ils bénéficient, les subventions pour rénovation des chambres d'hôtels ; la moindre petite réparation dans les hôtels est subventionnée par l'État. Le LKP fit intervenir dans la négociation des handicapés qui ont dit aux élus et au gouvernement : « n'avez-vous pas honte de donner comme moyen de vie aux handicapés 600 euros ? Comment pensez-vous qu'une personne handicapée puisse vivre avec 600 euros ? ». La population vit à la télévision le préfet, les politiciens, les patrons baisser honteusement les yeux.

Jean-Marie Nomertin (CGTG), devant l'attitude pleurnicharde des représentants du patronat, s'écria : « *Nous réclamons 200 euros, ce n'est que la valeur de 100 bouquets à soupe !* » (petits paquets de légumes pour soupe, traditionnels, vendus sur les marchés). Ce qui n'est pas grand-chose au regard des centaines de millions de subvention qui vont au patronat !

Puis, sur ordre de Paris, le préfet quitta la table de négociation en expliquant que le ministre des Départements d'Outre-mer allait arriver pour poursuivre la négociation. Cela provoqua une énorme impression et fut considéré comme une insulte grave par toute la population.

La plupart des représentants du patronat présents étaient blancs et notamment des Blancs descendant en ligne directe des anciens propriétaires esclavagistes. Et pourtant ce sont eux qui accusèrent le LKP de dresser les gens contre eux et de faire du racisme. Alors on vit un des représentants du LKP faire une démonstration de ce qu'est le racisme officiel en Guadeloupe et en Martinique.

Il leur dit en résumé : « *Comment expliquez-vous que dans les entreprises, à la base, les salariés sont tous des Noirs ou des Indiens, mais que tout l'encadrement est blanc. Dans les administrations, plus on monte dans la hiérarchie plus on rencontre de Blancs* ». Et il accusa les patrons et le gouvernement, eux, de pratiquer le racisme. Cette déclaration reçut les applaudissements des manifestants présents sur les lieux de la négociation. Le soutien populaire au mouvement de grève s'élargit encore.



Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG.

Le LKP s'était établi dans un petit immeuble appelé Palais de la Mutualité. Et là, pendant les 44 jours qu'a duré la grève, tous les jours, tout au long de la journée jusqu'à tard le soir, on a vu des milliers et des milliers de gens venir dans ce point de ralliement. Ce fut une sorte de meeting permanent qui se tint ainsi tout au long de la grève générale et parfois le nombre de gens était tellement important que la foule à ce moment-là partait en manifestation dans les rues de la ville.

Lorsque le ministre arriva, les négociations s'ouvrirent de nouveau. Mais cette fois patrons et gouvernement refusèrent la présence des radios et de la télévision. Mais « le mal était fait » ! Toute la population se rangeait derrière les grévistes et l'on a vu des milliers de pauvres, de chômeurs, de gens vivant de ce que nous appelons les minimas sociaux, des handicapés, des retraités, et on remarqua aussi le nombre impressionnant de femmes qui renforçaient les manifestations.

Les travailleurs manifestaient bien sûr pour une augmentation de salaire de 200 euros, pour la baisse des prix, le gel des loyers et le remboursement des augmentations perçues jusqu'ici, pour l'augmentation des retraites et des aides aux chômeurs etc. Mais sur ces revendications venait aussi se greffer l'expression des sentiments et des aspirations de la population, notamment l'aspiration à n'être plus méprisée, à n'être plus considérée comme des

étrangers dans son propre pays. Cette aspiration à la dignité s'exprimait massivement dans les manifestations et se traduisait par une chanson qui disait en créole : « *la Gwadeloup pa ta yo, la Gwadeloup sé tan nou, yo péké fè sa yo vlé adan péyi an nou* » (« *la Guadeloupe n'est pas à eux, ce pays est le nôtre, ils ne feront pas ce qu'ils veulent dans notre pays* »). Chanson qui fut reprise pendant 44 jours dans toute la population, des enfants aux vieillards, et qui fut mise en disque.

C'est dans ce climat que se déroulèrent les nouvelles négociations. Et le 8 février 2009, elles aboutirent à un compromis qui devait être signé dans l'après-midi. Les patrons affirmèrent que si l'État versait la moitié de l'augmentation, c'est-à-dire 100 euros, les collectivités 50 euros, le patronat, lui, verserait 50 euros, puis un an après le patronat verserait 100 euros et, après trois ans, l'indemnité de 100 euros de l'État serait aussi versée par les patrons directement.

Les petites et moyennes entreprises dont les patrons sont en général des patrons noirs ou indiens s'entendirent avec le LKP sur cette revendication.

Le gros patronat qui est en majorité blanc, représentant les grosses fortunes locales et les grosses sociétés françaises, semblait accepter cet accord qui pour l'instant ne lui coûtait pas cher. Mais par principe, les plus gros patrons locaux, descendants d'esclavagistes, firent pression sur le gouvernement pour faire capoter l'accord et le ministre fut rappelé en France. Puis le Premier ministre, de France, dénonça l'accord expliquant – sans rire – que le gouvernement ne pouvait pas intervenir dans des négociations entre patrons et salariés.

Cette nouvelle fuite précipitée du ministre qui avait rendez-vous le jour même avec les représentants des grévistes pour signer l'accord avec le LKP fut interprétée par la population comme une nouvelle preuve de forfaiture, de lâcheté et de mépris vis-à-vis d'elle.

Certains manifestants s'écrièrent : « Il n'y a plus de gouvernement, il n'y a plus personne en face de nous, le pouvoir est à nous ! » La tension grandit considérablement.

Alors le LKP appela à durcir le mouvement. Domota et Nomertin, les deux dirigeants syndicalistes de l'UGTG et de la CGTG, dirigeants très appréciés du LKP, dirent à la population : « Nous en avons marre de défiler dans les rues, il faut faire autre chose. Nous vous appelons à bloquer complètement le pays jusqu'à ce que patrons et gouvernement reviennent signer l'accord qui avait été préparé ».

Et ils appelèrent les manifestants à dresser des barricades le long des axes routiers. Cet appel eut un retentissement extraordinaire. Sur les principaux axes, ce furent les militants qui organisèrent et dressèrent les principaux barrages. Ils furent aussitôt rejoints par les gens de la population et particulièrement par des jeunes. Mais dans tout le pays, y compris sur des routes secondaires, des petites routes, la population dressa des barrages, ce qui était une façon de montrer sa participation active au mouvement.

Cette période de barrages fut l'occasion pour la population de prendre en main les choses. Et les gens de la population prenaient des initiatives. Cela commençait par la recherche de rassemblement de matériaux, de vieilles voitures, de vieux réfrigérateurs, de vieux pneus, de toutes sortes de débris, etc. Puis c'était la construction des barrages, puis la défense des barrages, puis l'alimentation des manifestants, etc. Il fallait aussi décider de qui on laissait passer ou non à travers les barrages : les médecins, les pompiers, les ambulances, etc. Tout cela était pris en main par la population en divers points de l'île. Et pendant deux jours et deux nuits, il y eut constamment des attaques des forces de répression (gendarmes mobiles) pour casser ces barrages et disperser les manifestants.

Durant deux nuits, nous avons vécu de véritables scènes d'émeutes dans les zones urbaines, avec pillages et incendies de certains magasins. Mais on a vu aussi des groupes de jeunes le visage masqué qui n'hésitèrent pas à tirer avec des armes contre les forces de répression. C'est au cours de la deuxième nuit d'émeute que fut assassiné un syndicaliste connu, Jacques Bino. D'après nos informations, cela semble être un assassinat réalisé par un homme de main du patronat.

Sa mort provoqua un émoi considérable, vu les circonstances douteuses dans lesquelles il fut assassiné. Le LKP décida de lui rendre un hommage massif. Et durant deux jours les barrages furent assouplis pour permettre la circulation des manifestants pour se rendre aux funérailles de Jacques Bino. Ce fut l'occasion d'une immense manifestation, pleine d'émotion, de dignité, mais où se renforça la détermination de tous.

C'est alors que le gouvernement annonça une nouvelle reprise des négociations. Pendant quelques jours encore les barrages furent maintenus puis levés, quand les manifestants constatèrent que gouvernement et patrons étaient décidés à entériner l'ancien accord du 8 février.

Et c'est ainsi que 18 jours après l'établissement du pré-accord, 18 jours après la fuite du ministre, le même accord fut finalement signé.

Autrement dit, ces gens-là, gouvernement et patrons, avaient voulu faire durer la grève pour casser la détermination des grévistes et des manifestants, pour les décourager, mais ils se rendirent compte que, au contraire, la population devenait de plus en plus mécontente et que la colère grandissait et poussait de plus en plus de jeunes à rechercher l'affrontement avec les forces de répression. Alors le gouvernement recula, car une véritable répression brutale était devenue très difficile, voire impossible, car le mouvement était devenu trop large, trop implanté dans la population. Réprimer devenait trop risqué !

Autre cause secondaire de ce recul : malgré les efforts du gouvernement, ses consignes aux médias au début de la grève pour ne pas en parler, l'événement avait pris de l'ampleur et des dizaines de journalistes et de télévisions étaient présentes sur place.

Mais ce qui était le plus important c'est que le 5 février, la grève s'était étendue à la Martinique où, là aussi, des manifestations de dizaines de milliers de gens se déroulaient dans la capitale Fort-de-France. La grève générale était totale !

En même temps, une menace de déclenchement de grève se préparait dans un troisième département d'outre-mer, la Réunion, à l'autre bout du monde tandis que les Guyanais, sur le continent latino-américain, multipliaient des réunions et se préparaient à entrer en mouvement eux aussi.

Après la signature de l'accord sur les 200 euros par tous les patrons noirs et quelques petits et moyens patrons blancs, les gros patrons blancs regroupés dans le Medef refusèrent de signer ! Cela provoqua le maintien de la mobilisation dans les branches et entreprises concernées. Alors s'ouvrit une nouvelle phase du mouvement, qui vit de nouvelles et importantes manifestations et actions de « grève marchante », tout au long de mars et même en avril. Car les travailleurs décidèrent d'aller imposer de force l'accord dans les plus grandes entreprises qui avaient refusé de signer.

Officiellement le mouvement prit fin après 44 jours et le 5 mars le travail reprit presque partout. Mais la vague de grèves qui se poursuivait bloqua toutes les entreprises dont les patrons refusaient de signer l'accord des 200 euros. Des hôtels, des supermarchés, des centres commerciaux, des plantations de bananes, l'usine électrique privée, etc., furent touchés et



bloqués jusqu'à ce qu'ils signent l'accord. Les patrons craquèrent les uns après les autres, mais il existe encore des poches de résistance où, aujourd'hui, au moment où nous écrivons, des grèves continuent.

En Martinique, après 35 jours de grève, l'accord sur les 200 euros fut également signé ainsi qu'un accord sur la baisse des prix.

Aujourd'hui, ce qui mobilise les travailleurs en Martinique c'est d'aller surveiller les prix dans tous les magasins. Des comités de surveillance des prix et de suivi des accords ont pris naissance en différents endroits de l'île. Les membres de ces comités se rendent dans des magasins pour vérifier si les prix ont baissé ou non et exercent des pressions sur les propriétaires pour que les prix baissent effectivement. Pour l'instant il est trop tôt pour dire si ce mouvement s'amplifiera.

Ce qui fut important dans cette grève générale, c'est que les travailleurs ont pris l'offensive contre le patronat. Et ils l'ont fait en entraînant derrière eux toutes les couches pauvres de la population ; car celles-ci ayant constaté la détermination des grévistes se sont dit que c'était le bon moment pour se lancer elles aussi dans la lutte. Tout cela constitue une expérience et un acquis pour l'avenir. Certes beaucoup de choses auraient pu mieux se passer dans le mouvement. En particulier, à tout moment ce sont le Collectif et le LKP qui dirigèrent les affaires. Le seul moment où on a vu la population, les travailleurs, les jeunes, prendre en main eux-mêmes les choses, c'est quand les barrages se mirent en place.

Il faut aussi bien voir que, quelle que soit la forme sous laquelle les 200 euros furent accordés (moitié de subvention du gouvernement !), c'est quand même un recul imposé aux patrons et à leur État ! De même que les négociations pour imposer des baisses de prix font pénétrer dans la population l'idée que ces gens-là (patrons, propriétaires de magasins) doivent être mis sous surveillance. Des gens, des femmes de la population, vont dans les magasins relever des prix et les rapportent aux négociateurs LKP qui ont

rencontré les représentants des super et hypermarchés pour les obliger à baisser les prix.

Aujourd'hui, il y a des comités de surveillance des prix en Martinique et en Guadeloupe, il y a des LKP de base qui naissent. Pour notre part, à CO (Combat Ouvrier) nous appelons les gens à constituer des « comités d'action LKP ».

Comment naissent et fonctionnent ces LKP ? Il y a une demande dans la population ! Les gens pauvres, les chômeurs, veulent que des LKP naissent pour rassembler les gens de tous les partis ou sans parti, pour que ces organisations de base servent à se regrouper pour présenter des revendications aux autorités, aux maires, aux patrons sur toute sorte de problèmes (environnement, amélioration du cadre de vie, chômage des jeunes, soutien aux grévistes, etc.), pour entreprendre des actions pour obtenir tout cela.

Évidemment ces LKP sont marqués par l'influence des militants de telle ou telle organisation ; certains sont nés grâce à des militants du PCG, d'autres du syndicat indépendantiste UGTG, ou de CO, etc.

Nous avons défini notre conception des LKP où nous CO avons de l'influence : il faut en faire des lieux où les travailleurs, les gens de la population, discutent librement des problèmes et déterminent les actions et les modes d'action ; ils doivent voter dessus et aussi désigner par un vote un certain nombre de délégués à la tête de ces LKP.

Nous avons demandé à nos camarades d'aller dans les LKP créés par d'autres militants et de chercher à les influencer pour en faire des organisations contrôlées par les gens de la population, par des travailleurs... qui y viennent et pas seulement par des militants d'organisations.

Nous n'en sommes qu'au début de ce processus car nous sommes encore mobilisés sur les grèves importantes qui continuent à se dérouler pour faire appliquer l'accord sur les 200 euros et sur d'autres types de revendications.



Au micro : Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGTM.



TRACTS ET BULLETINS

Combat Ouvrier Tract du 14 décembre 2008

Travailleuses, travailleurs, chômeurs(ses), jeunes ou plus âgés(es), retraité(es) !

Le rassemblement et la journée d'action du mardi 16 décembre 2008 sont les premiers pas vers une lutte d'ensemble des travailleurs de Guadeloupe.

Après l'action des petits patrons (non Medef) qui ont obtenu une baisse du prix des carburants avec le soutien moral de toute la population, aujourd'hui c'est à notre tour d'entrer en lutte pour nos intérêts. Pour nos propres revendications, nous devons être aussi déterminés qu'eux sinon plus. Car nous avons plus à perdre (nos emplois, nos salaires) et aussi plus à gagner : le droit à une vie décente et une meilleure organisation de la société.

Les 31 organisations signataires de l'appel à cette journée ont eu raison de le faire et de s'associer pour donner la plus grande ampleur à cette démonstration populaire. Elles réclament une baisse plus significative du prix des carburants (sans aucune subvention à la Sara), mais elles dénoncent aussi une hausse des prix généralisée.

Elles revendiquent : « *La défense du pouvoir d'achat, les augmentations des salaires, l'amélioration des conditions de vie et de travail* ». Ce sont des revendications essentielles pour tous les travailleurs salariés.

Lors de leur émission sur Canal 10, les organisateurs de l'action du 16 décembre ont mis en avant la nécessité de créer un organisme public de contrôle des prix. Bien sûr, il vaudrait mieux qu'un tel organisme existe et soit efficace. Mais ne nous faisons pas trop d'illusions ! Les organismes officiels vont rarement jusqu'au bout des actions de contrôle des opérations menées par les capitalistes, et particulièrement par ceux du commerce !

Le meilleur contrôle des prix, c'est celui que nous salariés pouvons exercer sur les prix des marchandises.

Nous devons créer des comités de surveillance des prix qui pourraient s'organiser avec des délégués du personnel, des représentants des syndicats et des organisations de la paysannerie, mais aussi avec des femmes de la population. Car, à tous les échelons de la production et de la commercialisation des marchandises, nous, salariés, sommes présents.

Nous savons tout sur les marchandises, tout sur les grands et petits trafics des capitalistes, pour accroître leurs profits commerciaux, leurs marges bénéficiaires ! Cela, au détriment de la masse des consommateurs des couches populaires et laborieuses, mais aussi des petits producteurs-paysans.

La meilleure défense de notre pouvoir d'achat, c'est avant tout d'imposer à tout moment des augmentations de salaire en relation avec les hausses des prix.

Dès aujourd'hui, vu le retard pris par les salaires, à cause d'une politique délibérée du patronat et du gouvernement de freiner et même de bloquer la hausse des salaires, nous devons exiger une hausse généralisée de tous les salaires d'au moins 200 euros. Cela n'a rien à voir avec les 200 euros de prime (donc une seule fois !) offerts par Sarkozy aux gens les plus démunis, vivant de minima sociaux. Nous, travailleurs, réclamons une véritable augmentation de salaire pour tous, y compris les retraités ! Ce qui n'est qu'une infime partie de la pluie de milliards d'euros que l'État a déversée dans les comptes en banque des riches et des patrons.

Travailleuses, travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, femmes à domicile !

Dans les mois à venir, nous allons entrer dans une phase encore plus grave de la crise. Et les patrons, et l'État, et les collectivités vont chercher à réduire le plus possible leurs dépenses et ce sera au détriment des salariés et des services publics. De nombreuses grandes entreprises ferment ou licencient partout dans le monde (l'automobile, la métallurgie, le bâtiment, le textile, etc.). La situation de l'économie mondiale est grave.

Le chômage va augmenter massivement, des dizaines de milliers de travailleurs vont tomber dans une pauvreté sans précédent. Misère, souffrance, dénuement extrême, voilà ce qui nous attend si nous n'apprenons pas très vite à nous défendre efficacement.

Oui ! C'est tous ensemble que notre lutte est la plus efficace.

Mais être tous ensemble, dans l'unité d'action, ne suffit pas !

Il faut aussi bien viser, bien utiliser cette force unitaire ! Il est indispensable de mettre en avant les revendications qui sont au cœur de notre situation : *imposer des salaires décents, imposer des travaux utiles à la population, en premier lieu pour les logements, l'amélioration des services publics (hôpitaux, écoles, crèches, garderies, maisons de retraite, assistance aux personnes âgées, etc), créant ainsi des emplois nombreux et utiles.*

Les patrons et l'État prétendront toujours n'avoir pas les moyens de donner des salaires décents et même de garder tous leurs salariés ! Quand la crise s'aggravera, ils chercheront même à imposer des baisses de salaire et – évidemment – des licenciements massifs !

La meilleure réponse à ces gens-là est de contrôler ce qui se passe dans les entreprises et les services publics !

Il faut surveiller tous les faits et gestes des capitalistes à la production, à la réception des importations sur le port, à la commercialisation des marchandises pour déterminer le niveau des salaires et des prix, fixer les embauches qui sont nécessaires.

Les capitalistes ont déstabilisé leur propre système en provoquant une crise financière à cause de leur voracité, de leur appétit de profits. Aujourd'hui, ils menacent de nous entraîner tous dans une catastrophe économique et sociale, dans des souffrances sans limite !

Ne les laissons pas faire. Ne croyons plus aux discours officiels des politiciens, président, ministres et cie... Ce sont tous des menteurs aux ordres des couches possédantes.

Il nous faut nous montrer capables d'imposer, dans l'économie, ce qui est bon pour nous en utilisant notre force, c'est-à-dire notre mobilisation en masse, notre vigilance pour surveiller tous les rouages de l'économie.

C'est seulement si nous devenons une classe de travailleurs déterminés, conscients de nos propres intérêts et résolus à nous défendre avec férocité, que nous pourrons éviter les sacrifices, privations et souffrances que nous réservent les capitalistes en faillite.

Combat Ouvrier Éditorial du bulletin du mardi 17 décembre 2008

Secousses sur les prix des carburants dans les dits DOM !
Préludes à des luttes plus importantes !

Depuis plusieurs semaines une série de luttes se sont déroulées dans les quatre « DOM » de l'État français : d'abord à la Réunion, puis en Guyane, puis en Guadeloupe et en Martinique. C'est le problème du niveau élevé du prix des carburants qui a déclenché ces coups de colères successifs.

Depuis deux mois la population, du moins ceux qui possèdent un véhicule, se plaignait amèrement des prix des différents carburants. Les

ménagères se plaignaient aussi du prix sans cesse grandissant de la bouteille de gaz, bref le mécontentement était général.

Ce sont les petits patrons des secteurs utilisant beaucoup de véhicules, transporteurs, taxis, ambulanciers, etc., qui ont mis le feu aux poudres. D'abord ceux de la Réunion ont provoqué des barrages routiers bloquant toute l'île pendant plusieurs jours. Ils ont tout de suite bénéficié de la sympathie de la population. Ils ont obtenu une baisse de vingt centimes pour les professionnels et dix centimes pour les usagers. Ce n'était pas suffisant, mais c'était toujours ça de pris. L'affaire s'est poursuivie sur le territoire de la Guyane à des milliers de kilomètres de la Réunion. Là, la mobilisation fut plus importante et une grande partie de la population a carrément participé aux barrages du côté des petits patrons. Là aussi le gouvernement a cédé et la baisse fut plus importante (autour de cinquante centimes). Puis ce fut au tour de la Guadeloupe où toutes les organisations populaires, syndicats et partis politiques, associations culturelles, etc. se réunirent au nombre de 31 organisations pour lancer le mouvement exigeant des baisses des produits pétroliers.

Une même initiative fut prise en Martinique à l'initiative de la CGTM. Mais ce sont les petits patrons qui déclenchèrent l'action les premiers, soutenus par les présidents des deux assemblées locales. Cette action et ce soutien officiel n'étaient pas sans arrière-pensées. Les autorités locales voulaient manifestement court-circuiter l'action des 31 organisations et du Comité de suivi en Martinique.

Après trois jours de barrages sévères en Guadeloupe, là aussi avec le soutien de la population, les administrations locales et la préfecture décrétèrent une baisse tournant autour de trente centimes. Mais les 31 organisations populaires décidèrent de maintenir leur mobilisation et le 16 décembre une journée d'action fut organisée rassemblant dans les rues plusieurs milliers de personnes avec des revendications sur une nouvelle baisse des prix des carburants, mais aussi posant le problème général de la hausse des prix ainsi que le problème des bas salaires.

En Martinique, dans le même temps, les autorités décidèrent de négocier avec les sociaux professionnels, en écartant de toute négociation les organisations syndicales. Là aussi une certaine baisse a été mise en application. Mais le comité de suivi organisé par la CGTM se maintient et prépare de nouvelles mobilisations estimant que le compte n'y est pas.

On voit donc que sur un problème qui touchait l'ensemble de la population des quatre DOM une certaine mobilisation populaire a fait reculer les autorités sur le prix des carburants et du gaz. On peut penser que si une action de plus grande envergure, mettant en mouvement aussi bien les populations des DOM que de la France-même, il serait possible d'obtenir encore davantage et de faire vraiment payer les sociétés puissantes comme TOTAL qui rackettent impunément la population et affichent avec arrogance leurs juteux profits.

Le mérite de toutes ces mobilisations sur les prix du carburant, c'est qu'un mouvement est désormais lancé qui pose des problèmes plus larges que ceux-ci. Les principales revendications des travailleurs sont mises en discussion et de nouvelles mobilisations se préparent dans l'unité d'action pour le début de 2009. La rapacité des grosses sociétés pétrolières et l'aveuglement des gouvernants à leur service ont eu au moins cet effet de provoquer une envie de riposter chez les travailleurs et toute la population.

Souhaitons que cette toute petite flamme ne s'éteigne pas et qu'elle contribue à une réelle mobilisation des travailleurs salariés et de toute la population laborieuse, dès le début de 2009 !

Combat Ouvrier Bulletin du 17 décembre 2008 (extraits)

MOBILISATION DES TRAVAILLEURS CONTRE LA HAUSSE DES PRIX EN GUADELOUPE

Le rassemblement et la journée d'action du mardi 16 décembre 2008 en Guadeloupe ont été un succès. Ce sont les premiers pas vers une lutte d'ensemble des travailleurs de Guadeloupe.

Après l'action des petits patrons (non Medef) qui ont obtenu une baisse du prix des carburants avec le soutien moral de toute la population, 31 organisations avaient signé un appel à cette journée réclamant une baisse plus significative du prix des carburants (sans aucune subvention à la Sara), mais dénonçant aussi une hausse des prix généralisée et revendiquant : « *La défense du pouvoir d'achat, les augmentations des salaires, l'amélioration des conditions de vie et de travail* ».

Les travailleurs sont entrés en lutte pour leurs intérêts et pour leurs propres revendications.

Comité de suivi

pour la baisse des prix en Martinique

Les travailleurs s'organisent en comité pour la baisse du prix du carburant.

Un comité de suivi pour la baisse du prix du carburant, à l'appel de la CGTM, a tenu une réunion le 5 décembre 2008 sur la question du prix du carburant en présence de représentants des organisations politiques et syndicales, les représentants des usagers, regroupés dans « l'association gas-oil ».

Ce comité a dit vouloir s'engager avec détermination pour que soit établi un contrôle populaire sur la formation et la fixation des prix des produits pétroliers en Martinique.

Guadeloupe

Extraits de l'appel à la grève générale du syndicat CGTG du CHU de Pointe-à-Pitre (15/16-01-2009) TOUS EN GRÈVE À PARTIR DE MARDI 20 !

Travailleuses et travailleurs hospitaliers !

Les raisons ne manquent pas pour nous au CHU d'entrer dans cette lutte du 20 janvier, appelée par plus de 40 organisations syndicales, associations culturelles, partis politiques, groupes de carnaval, etc....

Alors ? Aucune hésitation ! Rejoignez massivement la grève qui débute le mardi 20 janvier !

C'est une excellente occasion de démontrer notre mécontentement sur la politique hospitalière néfaste de Bachelot-Sarkozy, mais aussi sur toutes les attaques incessantes contre les travailleurs depuis 19 mois !

TOUS À LA LUTTE POUR :

Augmentation de 200 euros nets pour tous Titularisation de tous les contractuels

Baisse des prix de tous les produits de première nécessité

Baisse du prix de l'eau et des transports de passagers

Baisse immédiate de 50 centimes sur les carburants

(..) Et puis ilyala solidarité avec l'ensemble des travailleurs en lutte pour obtenir en particulier l'application des textes réglementaires et l'augmentation des salaires. C'est le cas de la Brinks, les travailleurs de l'aéroport.

Mais nous avons, nous aussi nos propres revendications qui concernent nos conditions de travail au CHU : construction du nouvel hôpital, augmentation du personnel au lit du malade, remplacement de tous les congés, intégration des contractuels, matériels adéquats et suffisants pour fonctionner.

Nous devons profiter du mouvement de l'ensemble de la classe ouvrière en Guadeloupe pour poser nos revendications.

Combat Ouvrier Tract du jeudi 22 janvier 2009

VIV GRÈV KONT PWOFITASYON !

Le mouvement de grève générale déclenché le mardi 20 janvier 2009 poursuit sa route avec succès et se renforce.

Les travailleurs constituent la principale force motrice de ce mouvement. Mais désormais toutes les couches de la population expriment leur sympathie envers la grève et l'espoir que ce mouvement si large apporte de grands changements en Guadeloupe.

Pour tous les travailleurs, bien sûr, et particulièrement pour les plus pauvres, les plus démunis, les plus fragiles : chômeurs, précaires, Rmistes, retraités, femmes à domicile !

Plus de cinquante organisations [*NDLR : en réalité 48 !*] ont rejoint ce mouvement, des syndicats, des partis politiques, des organisations culturelles et divers collectifs qui se battent pour diverses causes locales.

Mais la colonne vertébrale de LIYANNAJ KONT PWOFITASYON est constituée des organisations syndicales défendant les intérêts des travailleurs salariés. Vu le nombre d'organisations, le cahier de revendications est très volumineux, car il représente à la fois les intérêts des travailleurs salariés, ceux des petits paysans, ceux des pêcheurs, ceux des artisans, etc.

C'est une alliance populaire de toutes les couches laborieuses de tous ceux qui vivent de leur activité. C'est une bonne chose !

Mais nous travailleurs salariés qui sommes la colonne vertébrale de l'économie de la Guadeloupe, nous qui constituons l'essentiel des masses en lutte dans ce mouvement, nous devons être particulièrement veillatifs.

Nous devons à tout moment nous donner les moyens de vérifier et de contrôler l'avancement de nos revendications. Plus particulièrement, cette lutte devra aboutir coûte que coûte :

À l'augmentation immédiate des salaires, avec au moins 200 euros sur les salaires, les retraites et les minimas sociaux.

Fixation d'un smic calculé sur le coût réel de la vie en Guadeloupe,
Gel des loyers pour une période indéterminée et pour l'année 2009 annulation de l'augmentation de 2,98 %.

Pour l'emploi, embauche de tous les précaires sur des emplois réels et à

durée indéterminée, revalorisation des allocations chômage, Interdiction des licenciements dans les services publics, remplacement de tous les départs à la retraite, interdiction des licenciements dans les entreprises privées qui font des bénéficiaires. Prix : transparence sur la fixation des prix de l'eau, des transports, des carburants et de tous les produits de consommation courante.

Suppression de taxes sur la consommation

Travailleurs, travailleuses, chômeurs, jeunes, retraités, rmistes....

Le meilleur moyen d'être certains que le mouvement actuel arrachera ces revendications, c'est de nous préoccuper chacun de savoir ce qui est discuté, négocié avec les représentants des patrons, avec les collectivités locales et avec le représentant de l'État français.

Cette question doit être discutée et suivie en permanence dans chaque entreprise où nous sommes en grève. *Il ne faut pas rester passifs et compter sur d'autres pour veiller sur nos intérêts.*

C'est à nous de le faire chaque jour. C'est à nous de demander à nos responsables ce qui se passe, de demander à nos représentants, nos délégués, nos responsables syndicaux le détail de ce qui est discuté et prévu dans les négociations, dès qu'elles se tiendront.

Ilyaaussi des cahiers de revendications locales dans chaque entreprise. Il faut bien comprendre que c'est le succès global du mouvement, avec un succès sur l'ensemble du programme de revendications qui va nous permettre aussi d'arracher nos revendications particulières et localisées, dans chacune de nos entreprises.

Donc pour l'instant, continuons à renforcer le mouvement d'ensemble ! Montrons nous dynamiques pour convaincre les hésitants et les sceptiques, pour les entraîner dans la lutte ! Chaque groupe de salariés en grève doit se donner comme objectif d'entraîner d'autres travailleurs de leur voisinage, de leur branche dans la grève.

OUI ! LA GWADLOUP SÉ TAN NOU TRAVAILLÈ ! LA GWADLOUP PA TA PWOFITÈ ! YO PÉ KÉ FÈ SA YO VLÉ AN PÉYI AN-NOU.¹

¹ Oui, la Guadeloupe c'est à nous travailleurs, la Guadeloupe n'est pas aux exploiters, ils ne feront pas ce qu'ils veulent dans notre pays !

Article pour le journal *Lutte Ouvrière* Les manifestations des 24 et 25 janvier à Pointe-à-Pitre

Si parfois, pendant la grève générale, des manifestations spontanées partent d'un point ou d'un autre des trois centres de ralliement à Pointe-à-Pitre, Moule ou Basse-Terre après un meeting, il faut souligner l'importance des deux grandes manifestations centrales des 24 et 25 janvier.

Celle du 24 janvier était prévue de longue date et donc, particulièrement bien préparée. Nos camarades ont compté (...) plus de 25 000 personnes. Du jamais vu. On est loin du compte de 9 000 personnes annoncé par la presse. (...)

(...) La manifestation a commencé sur la place de la mairie, noire de monde et a défilé dans les rues de Pointe-à-Pitre et de sa périphérie proche avant de terminer par un meeting devant la Mutualité de Pointe-à-Pitre. Et tout cela dans une ambiance survoltée où la détermination apparaissait à tout moment tant dans les propos que sur les visages.

Il n'est donc pas étonnant que l'après-midi, le préfet ait cédé en faisant débloquer par ses forces de l'ordre l'accès aux négociations pour satisfaire l'exigence du collectif que les travailleurs viennent au devant de la salle de cette négociation. C'est dans ce contexte où le rapport de force évoluait en faveur des grévistes qu'ont donc débuté ces rencontres le samedi 24.

Le dimanche 25, le défilé carnavalesque traditionnellement prévu les dimanches qui précèdent le carnaval a été transformé en défilé politique au son des tambours avec les carnavaliers faisant partie du collectif dont le groupe Akiyo, le plus populaire, celui qui rassemble le plus de jeunes. Là encore plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont retrouvées dans les rues, en chantant les slogans de la grève. La foule acclamait les représentants du collectif en tête de défilé.

C'est donc encore dans ce contexte, avec un rapport de force qui évoluait, à ce moment-là, en faveur des grévistes que les négociations ont repris le lendemain lundi et se sont poursuivies mardi, avec les représentants de l'État, du patronat et les élus.

Bulletin Pawol a travayé Supplément à Combat Ouvrier n° 1000 (28/01/2009) (Diffusé

parmi les manifestants et dans les rassemblements de la Mutualité) Fo grèv la é mouvman la vin pi rèd anko !

Ainsi, quatre séances de « négociations » se sont terminées par le départ du préfet ! Tous les travailleurs en grève, toute la population ont pu se rendre compte de la mauvaise foi et de la mauvaise volonté du camp des patrons et de l'État auxquels des politiques (à une ou deux exceptions près) ont prêté main forte. Ces gens-là n'avaient qu'une idée en tête, endormir la délégation de *Lyannaj kont pwofitasyon*. Ils cherchaient à noyer les revendications essentielles des grévistes dans un flot de bavardages, prétextant chaque fois qu'ils ne pouvaient rien faire, qu'il faudrait une loi ou consulter Paris, qu'ils n'ont pas les moyens...

Alors à quoi servent-ils donc ces représentants du peuple et du pouvoir central ? Tout cela c'est une façon de faire traîner les choses en espérant l'affaiblissement de la grève, le découragement des grévistes et la fatigue de toute la population, devant une situation de blocage général qui est évidemment éprouvante pour tous.

Quant aux patrons, il n'est pas étonnant de les entendre pleurnicher qu'ils n'ont pas l'argent pour payer les 200 euros d'augmentation. C'est habituel chez eux !

Mais là, Jego vient de leur faire un très beau cadeau : exonération totale des charges sur des salaires allant jusqu'à 1,4 et 1,6 smic ! Autant dire que même en accordant les 200 euros nets, ils vont gagner dans l'affaire ! Ils continueront de se nourrir grassement de l'argent public ! Comme toujours, sous forme de subventions de l'État et des collectivités locales, sous forme d'exonérations des charges sociales, sous forme de défiscalisation, sous forme de zones franches, etc. Et en plus, ils se livrent à des trafics en tout genre. Notamment sur le commerce des produits pétroliers, notamment sur l'utilisation du travail clandestin, notamment sur tout ce qui est dû aux travailleurs (primes, indemnités, etc.) et parfois sur une partie du salaire qu'ils volent aux travailleurs.

Alors oui, c'est assez, c'est assez ! Qu'ils ne comptent pas nous décourager, qu'ils ne comptent pas nous diviser entre grévistes et acheteurs d'essence acharnés.

Notre dignité et notre ténacité feront barrage à ces manœuvres des exploitateurs et des oppresseurs.

Renforçons encore le mouvement de grève ! Partout, allons parler, expliquer les buts de la grève générale dans la population !

Rassemblons autour de nous tous les pauvres, tous les démunis, toutes les victimes d'un système qui n'a qu'une loi : faire du profit, faire du profit et encore faire du profit ! Même si pour cela ils doivent marcher sur des cadavres.

Mais qu'ils se méfient, nous nous battons jusqu'au bout pour nos revendications ! Les travailleurs et les pauvres de Guadeloupe ont eu l'honneur, en cette période de crise économique grave, d'être parmi les premiers opprimés à se dresser face aux fauteurs de crise. Face aux assoiffés de profits nous avons clamé notre volonté farouche de ne pas faire les frais de leur crise ! C'est à eux de la payer, pas à nous !

Et nous espérons vivement que les travailleurs de France seront en grève massivement et descendront très nombreux dans les rues et ceux de la Martinique, le 5 février, afin d'élargir le front de lutte contre les exploiters et fauteurs de crise économique.

Vive la lutte des travailleurs de Guadeloupe !

Vive la lutte de tous les démunis, des femmes à domicile, des jeunes, des chômeurs, des retraités !

Vive la lutte de tous les opprimés de ce pays ! En avant, pour imposer la satisfaction de nos revendications !

Pawol a travayè ! Supplément à Combat Ouvrier n° 1000 - 31 janvier 2009

Pour dédouaner le patronat et l'État, Lurel et Gillot rognent sur leurs budgets et gèrent la pénurie !

Lurel et Gillot, vrais frères siamois en la matière, tentent désespérément de convaincre les dizaines de milliers de protestataires de leur volonté de faire des efforts pour « améliorer le pouvoir d'achat » comme ils disent. Ils tiennent de vrais discours à la Sarkozy proposant d'améliorer le « pouvoir d'achat » par tout autre moyen que les augmentations de salaire !

Alors, ils rognent un peu sur tel ou tel programme d'équipement, sur tel ou tel investissement, ils lancent des chiffres à la volée, dix millions par ci, dix millions par là. Et Lurel, avec son aplomb habituel si proche du cynisme, tente de nous faire prendre une hirondelle pour un poulet rôti dans notre canari !

Mais ces deux malins n'oublient jamais de jouer le jeu qui consiste à dénigrer et à culpabiliser ceux qui se sont levés dans une immense

protestation, appuyés par une grève générale. En substance Lurel dit à la population : « *Voyez-vous ! Nous faisons des efforts, pour répondre aux revendications de « Lyannaj kont pwofitasyon », nous baissons sur telle ou telle taxe, nous gagnons du pouvoir d'achat, mais en retour les collectivités auront moins de recettes et si certains travaux ne pourront pas être faits, il ne faudra pas vous plaindre !* ».

Qu'est ceci, sinon une tentative de diviser ? Les deux présidents veulent montrer que si des crédits viennent à manquer ce sera la faute des grévistes !

Et tous les discours de ces élus sont de la même eau hypocrite et vicieuse. Et Malo n'est pas en reste, en tant que président des maires. Il joue le même jeu et tient le même discours.

Pourtant, ils avaient (et ont encore) la possibilité de dénoncer (et non constater placidement ou pleurnicher !) la faiblesse des financements venant de l'État pour les collectivités régionales et départementales. Les économies réalisées par l'État servent uniquement et exclusivement à arroser, subventionner d'une façon ou d'une autre les grands patrons et toute la bande de parasites, actionnaires en tous genres, qui vivent au détriment du travail humain. Mais ils ne le font pas, préférant se tortiller en tous sens et tenter de dénigrer et affaiblir le LKP.

Ces gens-là, la main sur le cœur, nous affirment : « *nous sommes nous aussi des bons Guadeloupéens* ». Mais il faut croire qu'il y a Guadeloupéen et Guadeloupéen. Ne tombons pas dans ce piège. D'ailleurs même pendant les négociations au World Trade Center, la plupart des représentants du patronat et notamment du Medef étaient des Guadeloupéens ! Le représentant du Medef nous a même gratifiés d'une intervention en créole et avec le ton guadeloupéen. Qui peut dire que madame Koury ou monsieur Payen ne sont pas guadeloupéens ? Mais là encore il y a encore deux sortes de Guadeloupéens : ceux d'en haut qui ne veulent rien lâcher de leur fortune, de leurs profits, tirés du travail des salariés ; et il y a ceux d'en bas qui crient dans la rue, qui clament leurs revendications car ils n'en peuvent plus avec les maigres ressources dont ils disposent.

D'ailleurs monsieur Jego, avec son air de pierrot stupide qui semble prendre tout ça pour une petite plaisanterie, une blague qu'on lui fait en passant pour pimenter son exercice au ministère des DOM, a pris une seule mesure concrète et ce fut en faveur des patrons ! Il a décidé d'améliorer les exonérations pour ces patrons, c'est-à-dire pour une catégorie de Guadeloupéens bien précise.

Décidément non, nous ne tomberons pas dans ce piège. La Guadeloupe qui est dans la rue, c'est la Guadeloupe des travailleurs, c'est la Guadeloupe des pauvres et des démunis, c'est la Guadeloupe de ceux qui souffrent, mais tous ceux-là en se mobilisant depuis dix jours (et leur nombre augmente sans cesse), tous ceux-là disent : « nous ne vous laisserons plus faire ce que vous voulez contre cette Guadeloupe des pauvres et des exploités ».

Aujourd'hui nous sommes mobilisés, conscients que ceux d'en haut, Guadeloupéens ou Français, sont prêts à nous réserver tous leurs coups, afin de continuer à piller notre travail, piller nos ressources sans le moindre égard pour les besoins qui sont les nôtres. L'immense manifestation de vendredi, deux ou trois fois plus nombreuse que celle de samedi passé, a fait l'éclatante démonstration que de plus en plus de pauvres et de démunis sortent de leur isolement et viennent gonfler les rangs des travailleurs qui luttent.

Un tel mouvement changera obligatoirement quelque chose en Guadeloupe. Et nous sommes aussi fiers que les effets de notre mouvement commencent à se répandre au-delà des limites de notre île et marquent, même un peu, l'esprit de nos frères de classe bien au-delà des frontières de la Guadeloupe.

VIVE LA LUTTE DES EXPLOITÉS ET OPPRIMÉS DE GUADELOUPE

!

P ÉY LA PA TA YO-ESPWATÈ !

PÉY LA SÉ TAN NOU TRAVAYÈ É MALÉRÉ !

Le point sur la situation ! Après la négociation au WTC (deuxième jour)

Extraits de réunion de CO - 31-01-2009 I - Concernant la proposition des élus :

1) le montant est de 64 millions d'euros, selon ce qui est annoncé par la presse et le contenu de leurs propres déclarations.

2) 64 millions, mettons que cela aille à 160 000 personnes (c'est sûrement plus de gens) (...) cela fait 400 euros/par personne pour une année ! (...) cela fait 1,09 euros par bénéficiaire (par jour) ! Voilà leur intervention pour améliorer le pouvoir d'achat !

3) Mais de plus il semble y avoir là dedans des sommes plus virtuelles que réelles. Autre aspect : les déclarations de ces deux « zigotos » (Lurel,

toutes ces grandes entreprises doivent donner immédiatement les 200 euros.

(...) il faut mettre en avant le nom de toutes ces sociétés (...) ! Nous pourrions exercer des pressions différenciées sur tous les autres.(..) il ne serait pas mal de diviser le camp patronal en grands, moyens et petits.

Aucun compromis avec tous les gros cités plus haut : DEUX CENTS EUROS TOUT DE SUITE ! Avec les *moyens*, dire : « nous sommes prêts à regarder vos livres de compte et vérifier ce que vous pouvez faire. Mais nous voulons de vraies données, chiffres.. » ! Pour les *petits*, leur dire :

« Vous ne devez pas accepter de servir de paravent à des gros qui vous méprisent et qui n'ont jamais rien fait pour que vous ayez plus d'accès au crédit des banques. Alors il vous faut choisir votre camp. Vous pouvez vous appuyer sur notre combat. Nous sommes prêts à nous battre pour obliger les banques à jouer leur rôle en vous donnant les crédits nécessaires au développement de votre activité » (...) ! Populariser ces arguments (...) dans la population, dans les réunions, les meetings, etc., via les syndicats.

***MARTINIQUE* Appel de Combat Ouvrier 2 ou 3 février 2009**

Tous en grève à partir du 5 février 2009 !

Depuis plus d'un an déjà, les syndicats CGTM, CDMT, CSTM, UGTM, UNSA, CFTC, CFDT, CGTMFSM regroupés en une intersyndicale ont cherché à informer et à sensibiliser le maximum de travailleurs sur la situation sociale dont ils sont victimes. Après avoir fait le constat de cette situation, l'intersyndicale appelle tous les travailleurs le 5 février à un mouvement de riposte pour l'amélioration du pouvoir d'achat, c'est-à-dire une augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux de 300 euros nets, contre les emplois précaires et aussi pour la reconnaissance du fait syndical martiniquais.

La préparation de la grève a commencé et de nombreux secteurs dans le public et dans le privé indiquent que les salariés se prononcent pour une participation, dans leurs assemblées générales.

Les nouvelles sur le déroulement de la grève générale en Guadeloupe sont très suivies et beaucoup de travailleurs disent : « la Guadeloupe nous donne l'exemple, il faut que l'on fasse pareil ». En tout cas, une chose est sûre c'est qu'il existe parmi les travailleurs et une bonne partie de la population un mécontentement contre la vie qui est de plus en plus chère. (...)

Martinique Correspondance Combat Ouvrier 7 février 2009

L'intersyndicale s'est transformée en Collectif du 5 février pour le pouvoir d'achat et contre la vie chère. C'est P.Charles qui l'a annoncé jeudi 5 février au soir dans l'AG. Il a dit que cela avait été décidé parce que certains syndicats qui n'étaient pas présents durant les longs mois de préparation voulaient rentrer dans le mouvement, sans dire sur quelles bases leur venue avait été acceptée.

Mais dans la réunion du vendredi 6 au soir, on a pu voir que de nouvelles personnes étaient assises derrière la table (CFDT avec Blacodon...). Je crois qu'ils étaient également dans la délégation présente à la préfecture. Pour l'instant je ne crois pas qu'il y ait d'organisations politiques. Peut être l'Assaupamar !

Le jeudi 5 : L'intersyndicale ne s'est pas positionnée pour reconduire le mouvement avant la manif, quoiqu'il y ait eu beaucoup de monde. En fin de manif, avant que les gens commencent à se disperser, la CGTM a fait voter la reconduction dans son cortège et donné un point de RV pour le lendemain.

Les syndicats ont eu une première rencontre en préfecture avec préfet, région, conseil général et patrons. À l'issue de la réunion, vers 15H et avec beaucoup moins de monde, l'intersyndicale s'est prononcée pour la poursuite du mouvement.

Le 6, un groupe, avec la CGTM a fait débauchages et prises de parole, discussions dans toute la zone du Lamentin, avec 400 à 500 personnes. C'était très dynamique. Il y avait aussi une banderole comité de grève des travailleurs de la zone du Lamentin. Les grosses « boîtes » touchées avec discussion ont été Renault, Sofrima, Chronopost. Des salariés ont dit qu'ils rejoignaient le comité de grève de la zone du Lamentin, mais cela n'est pas très structuré et à suivre. Ce groupe a arrêté son action vers 16 h. Une partie est redescendue devant la préfecture à 18 h.

Pendant ce temps, après des blocages opération molokoy (« opération escargot »), les autres syndicats ont fait une manif sur FDF qui avait quand même de la gueule, mais je ne sais pas combien de gens.

Le soir après les premières négociations à la préfecture (...) la grève a été revotée avec actions ce samedi matin et grande mobilisation pour lundi. (...)

**PREMIERS AFFRONTEMENTS CONTRE LES
EXPLOITEURS ET OPPRESSEURS ! LA LUTTE CONTINUE !**

Après 18 jours de grève générale, la lutte continue. Au moment où nous écrivons, nos représentants sont face à ceux du patronat, du gouvernement et des collectivités pour réclamer satisfaction sur nos revendications.

Depuis le 16 décembre 2008 jusqu'à aujourd'hui, le mouvement n'a cessé de se renforcer. Aujourd'hui, nous sommes des dizaines de milliers de travailleuses, de travailleurs, de jeunes, de chômeurs, de retraités, de handicapés et de gens venant de toutes les catégories populaires. Nous sommes venus vers LKP parce qu'il s'est levé pour réclamer une amélioration de notre vie.

Parce que nous n'en pouvons plus de la vie chère, nous réclamons la baisse des prix. Parce que nous n'arrivons plus à joindre les deux bouts – à peine pouvons-nous payer notre loyer et la nourriture de nos familles – nous réclamons des augmentations de salaires.

Parce que ces loyers sont injustement élevés, parce qu'il y a l'eau, l'électricité, les transports à payer, et que nous n'y arrivons pas, nous réclamons une baisse des tarifs publics et nous voulons savoir ce qui se passe, comment on décide le tarif de tous ces biens indispensables à notre vie. Nous voulons y voir plus clair, nous voulons avoir un contrôle sur tout cela.

Si les transports sont chers, si pour aller au travail avec notre propre voiture, cela nous coûte tout aussi cher, c'est aussi parce que le prix de l'essence et du gazole est trop élevé. Or nous apprenons que la SARA, qui fabrique et vend ces carburants, trafique tant et plus et pourrait vendre beaucoup moins cher.

Alors avec LKP, nous exigeons de contrôler les activités de cette société et nous voulons l'obliger à baisser le prix de ces produits.

C'est parce que LKP défend toutes ces revendications et a appelé les travailleurs et toute la population pauvre à se lever contre ces injustices et toute cette « pwofitasyon », que nous sommes descendus à plusieurs reprises par dizaines de milliers dans les rues de Pointe-à-Pitre, mais aussi à Moule, à Basse-Terre, à Capesterre.

C'était notre première grève générale depuis très longtemps.

C'était le premier mouvement populaire ayant une telle importance. Ce mouvement a éclaté au moment où dans le monde entier, une crise menace de jeter les travailleurs dans la pauvreté, et même de les précipiter dans une déchéance matérielle et morale.

Les gens qui dirigent la société dans le monde entier, ce sont les profiteurs, et ces profiteurs, on les appelle des capitalistes. Ils font travailler les autres pour eux, leur donnent de maigres salaires et empochent les bénéfices (le profit). Des gens comme ça, nous en connaissons ici, qui possèdent les grands hôtels, les supermarchés, les maisons d'importation en gros, les grandes plantations de banane, etc. Ils s'appellent Hayot, Aubéry, Le Métayer, Lignères, De Reynal, Despointes, etc.

Ces gens-là sont à peine 1 % de la population, ils descendent des anciens maîtres d'esclaves et possèdent presque toutes les richesses de Guadeloupe et Martinique. Et de plus, avec leur attitude raciste et arrogante, ils voudraient faire de nous des exclus, des opprimés dans notre propre pays. Mais les responsables de notre exploitation sont aussi les représentants de très grandes familles européennes, riches à milliards. La SARA par exemple est contrôlée par un très grand groupe : Total.

En fait, dans le monde entier, tous ces riches sont liés les uns aux autres pour piller les fruits du travail humain. Mais à cause de leur voracité, tous ces riches capitalistes ont créé un grand déséquilibre dans l'économie mondiale. Plus rien ne fonctionne convenablement.

Et alors ils veulent nous obliger à accepter des bas salaires, ils licencient des travailleurs par millions dans le monde entier, ils veulent supprimer encore plus de postes dans la fonction publique, diminuer les dotations qui permettent aux communes de fonctionner, etc.

C'est ce qu'ils appellent la crise économique, et que nous appelons une crise du capitalisme. Ce qui est vital pour nous, travailleurs, pauvres, c'est de refuser d'accepter les plans des riches, des Hayot et cie. Ce n'est pas à nous de faire les frais du dérèglement de leur économie. Nous aurons à lutter encore et encore comme nous l'avons fait ces jours-ci.

Notre lutte, notre grève générale, les a obligés à céder sur quelques points, mais pas sur tous. Nous ne pouvons pas tout arracher en une seule lutte. Mais nous leur avons montré que nous sommes bien là, rassemblés, déterminés, et décidés à ne pas nous laisser faire. Nous aurons à tirer des leçons de cette grande lutte que nous venons de mener. Il y a beaucoup de

choses à en apprendre pour être encore plus forts dans les prochains affrontements avec nos adversaires de la classe profiteuse.

Alors, gardons précieusement les acquis de cette première bataille : nous avons renforcé notre confiance en nous-mêmes, nous savons que nous pouvons être tous ensemble à des dizaines de milliers, avec le même objectif et contre le même adversaire.

Et ce qui doit nous faire encore plus chaud au cœur, c'est de voir que dans la foulée de notre lutte, nos frères et sœurs, travailleuses et travailleurs de Martinique, ont engagé le combat. Ils ont déclenché eux aussi une grève générale, manifestant à des dizaines de milliers dans les rues de Fort-de-France. Ils sont bien décidés à arracher leurs revendications d'augmentations de salaires, de baisse des prix des produits courants.

Cela nous fait d'autant plus plaisir que leurs adversaires sont exactement les mêmes que les nôtres : le grand patronat, qui exploite le travail aussi bien en Guadeloupe qu'en Martinique.

Vive la lutte des travailleurs, des pauvres, des retraités et de tout le peuple laborieux de nos deux îles : Guadeloupe et Martinique !

Lutte Ouvrière n°2115 du 13 février 2009 Guadeloupe Au 21^e jour de grève générale, la mobilisation se renforce

Le samedi 7 février se déroulait à la préfecture de Basse-Terre une nouvelle séance de négociation entre le LKP (Lyannaj kont pwofitasyon – alliance contre l'exploitation outrancière) et les patrons. Le point d'achoppement de ces négociations étant la revendication de 200 euros mensuels et nets, pour les salaires les plus bas.

Le LKP avait appelé à manifester massivement. Il fut encore une fois entendu car pas moins de 20 000 personnes se massèrent devant les grilles de la préfecture pour soutenir la délégation. Ils firent ensuite une marche de 8 kilomètres dans et autour de Basse-Terre (le chef-lieu administratif de l'île). Les slogans les plus souvent repris étaient : « 200 euros par mois de suite, de suite, de suite (traduit en français) » et la chanson qui devient maintenant célèbre : « la Gwadeloup cé tan nou, la gwadeloup a pa ta yo, yo pé ké fai sa yo vlé a dan pays en nou » (la Guadeloupe, c'est la nôtre, la Guadeloupe ce n'est pas la leur, ils ne feront pas ce qu'ils voudront dans notre pays).

Encore une fois, ce sont les travailleurs des centrales syndicales UGTG, CGTG, CTU, FO SPEG qui ont constitué le gros des troupes. Mais les groupes et associations carnavalesques avec des milliers de jeunes s'étaient de nouveau ralliés à la manifestation avec leurs tambours et rythmaient les chants et les slogans.

Plusieurs centaines d'entre eux sont restés toute la nuit devant la préfecture pour soutenir la délégation. Régulièrement un membre de la délégation du LKP venait rendre compte à la foule du déroulement des négociations. Vers 5 heures du matin, alors que les patrons étaient déjà prêts à signer l'accord sur les 200 euros, ils demandèrent le contrôle du fonds local qui générerait cet argent. Cette déclaration fit exploser de colère le secrétaire général de la CGTG, Jean-Marie Nomertin. Une partie de la délégation ouvrière l'a soutenu. Les patrons se sont alors levés pour quitter la salle et c'est le préfet qui dut courir après eux pour les supplier de revenir. Vers 7 heures du matin, les patrons demandèrent une suspension de séance jusqu'au lendemain dimanche 8 février à 17 heures.

Dimanche 8 février donc, la délégation du LKP se rendit comme prévu à 17 heures à la préfecture de Basse-Terre où devait se dérouler la nouvelle séance de négociation. Ce n'est que quelques minutes avant, que le préfet téléphona à Elie Domota, le secrétaire général de l'UGTG et l'un des principaux leaders du LKP, pour lui dire qu'il n'y avait pas de négociation car le ministre avait pris l'avion pour la France ! La délégation était déjà arrivée devant les grilles de la préfecture, fermées. Les forces de l'ordre étaient massives et, fait significatif, les gendarmes noirs et débonnaires qui étaient là la veille avaient été remplacés par des troupes spéciales composées uniquement de Blancs à la mine sévère.

Le rappel de Jégo

C'est tout cela que les travailleurs et la population ont ressenti comme une vexation. Il faut savoir que c'est la deuxième fois que l'attitude des représentants de l'État français choque les travailleurs et la population qui estiment essuyer un affront. La première fois, c'était lors du départ du préfet et de toute sa délégation en pleine séance de négociation lors des trois jours au World Trade Center de Pointe-à-Pitre. La deuxième fois, c'est ce départ de Jégo sans avertir personne. Et c'est la manière de faire, y compris à l'égard des parlementaires antillais, jamais avertis de son départ, qui a choqué et vexé, plus que son départ lui-même.

La délégation est restée près d'une heure devant les grilles. Les responsables étaient en conversation téléphonique avec le préfet. Elle exigea d'être reçue et d'avoir des explications. Finalement, elle ne fut même pas reçue par le préfet mais par un sous-fifre qui déclara que Yves Jégo était parti pour consultation à Paris et qu'il devait revenir très vite. Il déclara en outre que les négociations pourraient reprendre avec le préfet et les autres parties pendant l'absence de Jégo sur les autres points que les 200 euros. Or le préfet venait de déclarer à Élie Domota par téléphone qu'il n'était plus habilité à négocier quoi que ce soit. Ensuite, à la télévision, plusieurs heures après, on l'entendit pourtant déclarer qu'il était prêt à reprendre les négociations sur les autres points que les 200 euros.

La délégation sortit de la salle en chantant « la Guadeloupe c'est à nous... » Puis, elle informa la foule présente devant la préfecture et annonça un meeting pour plus tard à Pointe-à-Pitre ainsi que deux grands rassemblements pour le lendemain : lundi 9 février à Pointe-à-Pitre devant la Mutualité et à BasseTerre devant le Conseil général.

Les grévistes montrent leur force

Le soir même, deux mille personnes se retrouvaient à Pointe-à-Pitre devant la Mutualité. Il fut rappelé la grève générale illimitée jusqu'à satisfaction des revendications immédiates, les assemblées générales devant se tenir dans toutes les entreprises, et le maintien des piquets de grève en permanence. Il fut aussi demandé à tous les commerçants de fermer pour une ou plusieurs « journées île morte ». Les présidents des assemblées locales, Conseil général et Conseil régional, avaient aussi appelé à fermer tous les établissements des collectivités et les mairies.

Lundi 9 février, des milliers de personnes se massèrent devant la Mutualité de Pointe-à-Pitre et une très grande manifestation se déroula dans la ville. Au moins 80 000 personnes envahirent les rues et la place de la Victoire avant de retourner à la Mutualité. À Basse-Terre 3 000 personnes défilèrent aussi dans les rues. À la manifestation, le député-maire des Abymes, Eric Jalton, plutôt bien vu des travailleurs et de la population pour ses prises de position en faveur du LKP, et la députée Jeanny Marc étaient présents.

Le soir le sénateur, président du Conseil général, Jacques Gillot (PS) a appelé, sur les ondes, la population à se mobiliser et à rester mobilisée. Il a appelé « tous les Guadeloupéens à s'unir contre le mépris de l'État ».

Mais malgré toute cette liesse et unanimité populaire, il faut savoir que sans les travailleurs en grève illimitée rien de cela n'aurait été possible. Ce sont eux qui sont le socle solide de la grève jusqu'à présent car ils bloquent toute l'économie de l'île. Lundi 9 février, tout était fermé. Rien ne fonctionnait. Partout on voyait en passant les piquets de grève devant les entreprises fermées !

Dans les jours précédents, les travailleurs en « grève marchante » sont allés à plusieurs reprises fermer les gros centres commerciaux Carrefour en appelant les non-grévistes à se joindre à eux. Ces Carrefour deviennent une cible, car aux Antilles ils appartiennent en grande partie au groupe Bernard Hayot, 119e fortune de France, la plus grande puissance béké de la Guadeloupe, de la Martinique et des Caraïbes, fortune tirée directement de l'exploitation multiséculaire des esclaves par la « dynastie » Hayot. Ce sont surtout lui et ses compères, les autres gros békés Aubéry, Despointes, Lignières, Buttet, Loret, ainsi que les grosses sociétés qui peuvent payer les 200 euros. Mais ils exercent une pression énorme sur le Medef et sa présidente Parisot, qui à leur tour l'exercent sur le gouvernement pour que ce dernier ne les contraigne pas à céder. Car ce sont eux qui font la loi et qui ont fait rappeler Jégo à Paris. Et ils sont bien compris, eux, les « grands Blancs » – comme on les appelle aux Antilles – qui, avec leur morgue, n'hésitent même pas à faire des déclarations racistes sur la préservation de la pureté de leur race, en pleine montée sociale !

Bien plus tard, après la réunion des délégués du collectif, plusieurs centaines de personnes discutaient ou dansaient et chantaient au son du gwoka, devant et dans les rues voisines du palais de la Mutualité.

Combat Ouvrier Bulletin du 13 février 2009 Exaspération des jeunes sans travail : produit d'une société injuste et sans perspectives ! Continuons la lutte avec le LKP jusqu'à satisfaction

Près d'un mois déjà que des grèves et des manifestations se poursuivent en Guadeloupe ! Depuis lundi, les choses ont pris une autre tournure. Grévistes et manifestants, las d'arpenter les chaussées de Pointe-à-Pitre ont décidé qu'ils en avaient assez de marcher et marcher sans cesse pour obtenir satisfaction de leurs revendications. Ils ont annoncé leur intention de bloquer

complètement la Guadeloupe, jusqu'à ce que les patrons et l'État reconnaissent l'accord du 8 février. Accord qu'ils avaient eux-mêmes mis sur pied avec les syndicats membres du LKP. Depuis lundi 16 février, les manifestants sont passés à l'action.

Au moment où nous écrivons, les barrages routiers se multiplient en Guadeloupe avec la participation et le soutien actif de toute la population, en dépit des interventions policières. Rien ne fait reculer la détermination de la population amassée autour des barrages : ni les coups, ni les grenades lacrymogènes, ni les arrestations et détentions de jeunes manifestants !

Dans la nuit de lundi à mardi, des jeunes ont laissé exploser leur colère. Alors, bien sûr, les officiels, administration et élus, etc., ont déversé leur indignation envers ce qu'ils appellent « débordements et pillage », etc. Certes, on a constaté que certains magasins avaient été ouverts et dévalisés, mais dans l'ensemble, cette explosion de colère qui a touché toute l'agglomération urbaine montre surtout l'exaspération des jeunes dans un pays qui compte près de 30 % de chômeurs, dont une moitié de jeunes. Une personne sur six vit au-dessous du seuil de pauvreté, plus de 25 000 Rmistes. Ce qui est étonnant c'est qu'une telle explosion de colère ne se soit pas produite avant.

Le refus du patronat, son attitude méprisante et arrogante, les mensonges de Jégo et de Fillon qui renient leur parole ont envenimé la situation. C'est pour cela que des barrages ont été érigés sur toutes les routes de Guadeloupe et que les jeunes ont laissé parler leur colère. On peut toujours condamner les « débordements », cela ne changera rien tant qu'il n'y aura pas une réponse claire aux revendications du LKP et des syndicats.

La situation ne se calmera pas en Guadeloupe. Il n'y a aucune raison pour que ceux qui ont manifesté depuis quatre semaines parfois au nombre de 10 000, 20 000, jusqu'à 60 000 dans les rues des villes acceptent d'arrêter leur mouvement sans rien recevoir d'autre que des petites primes par-ci par-là, quelques pistaches !

Alors qu'ils réclament de vraies augmentations de salaire, la titularisation des précaires, la diminution de prix sur les marchandises de consommation courante, une nouvelle baisse sur le prix des carburants et du gaz... Les patrons, et en particulier le grand patronat, sont tellement voraces et rapaces qu'ils en deviennent inintelligents. Ils ne se rendent même pas compte que leur refus d'une augmentation de salaires de 200 euros leur fait

courir le risque de perdre bien plus que cela et même de n'avoir plus de place en Guadeloupe pour continuer à y faire des affaires.

Il faudra donc se battre de nouveau. C'est pourquoi les travailleurs, les jeunes, les retraités ont tout intérêt à s'organiser eux-mêmes dans leur entreprise et leur quartier et à créer leurs propres LKP de base, car ce sera une arme décisive pour les luttes à venir. Nous maintenons notre mot d'ordre : Renforçons partout le LKP jusqu'à la victoire, créons partout des LKP de base dans toute la Guadeloupe !

Combat Ouvrier Bulletin du mardi 17 février 2009 Un peuple qui se lève se met en marche avec les jambes et la tête

Les jambes marchent très bien, on l'a vu dans les diverses manifestations ! Mais un vieux proverbe chinois dit : « *Il y a plus d'idées dans mille têtes que dans une seule !* ». Appliquons ce principe ! Travailleurs, travailleuses, jeunes, femmes si nombreuses dans les manifestations ! N'hésitez pas à prendre vous-mêmes cette lutte en main ! Vous devez vous occuper vous-mêmes de vos affaires, pas seulement avec vos pieds qui marchent dans les manifestations, mais aussi avec vos têtes qui réfléchissent ! Réunissez-vous partout ! Pour discuter, pour étudier les problèmes, suivre les négociations, évaluer les divers tournants de la lutte ! Pour voir comment mobiliser plus de gens de votre entreprise, de votre quartier, de votre commune ! Suivez l'exemple des travailleurs de Capesterre, de Moule, de Basse-Terre, de Gosier qui ont déjà pris des initiatives, organisant réunions, meetings, manifestations localement !

Il faut plus de travailleurs, de pauvres, d'exploités se réunissant, s'organisant à la base, discutant des problèmes de la lutte, décidant dans cette organisation de la façon de participer, présentant eux-mêmes leur propres revendications, donnant eux-mêmes leur appréciation sur les actions, sur les revendications du LKP.

Plus ils seront nombreux à faire tout cela, plus la mobilisation sera puissante et indéracinable ! Plus elle ira loin dans le temps ! Plus elle se rapprochera du moment où nous pourrons enfin nous débarrasser définitivement de nos oppresseurs et de nos exploités !

Ba Lkp fos la !

An nou kréyé yonn...dé...twa Lkp,
pa an ba, adan travay, adan kawtié an nou !

L'État est toujours prévoyant en faveur des patrons. Ces gens-là savent que leur attitude provoque la colère et le mécontentement chez nous. Alors l'État envoie des escadrons de gendarmerie supplémentaires en Guadeloupe et Martinique. Mais comme l'ont dit Domota (UGTG) et Nomertin (CGTG) à plusieurs reprises, ils ne referont pas Mai 1967 avec ses dizaines de victimes parmi les travailleurs et la population. Certaines choses ont changé en Guadeloupe.

La meilleure façon de dissuader toute tentative de répression, c'est de montrer au pouvoir, et aux patrons qu'il protège, qu'ils ont en face d'eux tout un peuple mobilisé et organisé. C'est pourquoi il est indispensable, sans perdre de temps, sans craindre l'initiative populaire, de favoriser partout dans les quartiers de l'agglomération Pointe-à-Pitre, Abymes, Baie-Mahault, Gosier, la création d'organisations de base. *Que les travailleurs, les chômeurs, les femmes à domicile, rmistes... se réunissent pour discuter des revendications défendues par LKP et décider de participer à la lutte, de faire entrer cette lutte dans leur environnement immédiat. De façon à regrouper autour de LKP toutes les victimes de la pwofitasyon, car il y en a aussi dans les quartiers, dans les communes, partout.*

Car de telles organisations de base se réunissant et fonctionnant démocratiquement peuvent donner à l'ensemble du mouvement un puissant élan et des moyens encore plus grands de mobiliser en profondeur toutes les masses exploitées et opprimées de ce pays ! Elle permet à tous ceux qui le veulent de se mettre de leur côté, quelle que soit leur origine sociale.

Alos, an nou kréyé yonn, dé, twa, kat.... LKP de base !

CÉ FOS A TRAVAYÈ É MALÉRÉ MOBILIS É KA FÈ FOS A LKP

Ka ki LKP ? LKP sé vou, vou..vou...sé nou tout travayè é maléré an péyi la ! Sa vlé di kè fo LKP viv an wo é an ba ! An wo : èvè tout owganisasyon sendikal,

Au moment de la mort de Bino !

Déclaration de JM Nomertin communiqué de la CGTG - 18 février 2009

politik, asosiasyon etc.. É an ba èvè tout moun a pèp la ki konsian é vlé lité pou rèvandikasyon pozé pa LKP, pou défans a entèrè a tout katégori moun ki espwaté é opwimé an péyi la sa !²

(...)

« L'État est neutre » dit Jégo ! Manti a mantè ! i koté a lé gwo patron !

L'État n'est pas neutre ! Il est du côté des gros ! On entend de plus en plus cette réflexion dans la population et c'est la vérité ! Fillon, Premier ministre, veut nous mener en bateau quand il dit que l'État n'intervient pas entre patrons et salariés ! Quelle blague ! Et pourquoi il accumule des forces de répression en Guadeloupe et Martinique ? Si ce n'est pour nous intimider au bénéfice des patrons (ce qui ne marche pas d'ailleurs) !

Le manque de respect de la part de l'État qui a rejeté les accords du 8 février a provoqué l'indignation de toute la population mais aussi des jeunes.

Ceux-ci sont, plus encore que les autres couches de la population, dans un état de désarroi et de crise, sans aucune perspective d'avenir.

Dans les événements auxquels nous assistons, c'est la colère et l'exaspération qui expliquent que des centaines de jeunes, peut-être des milliers sur toute la Guadeloupe attaquent les forces de gendarmerie et de police. La présence de ces forces de répression constitue une véritable provocation, d'autant plus qu'elles se sont livrées à des arrestations et ont malmené certains manifestants et leur ont lancé des insultes racistes.

Bien sûr, dans de telles circonstances, certaines personnes en profitent pour faire du pillage pour leur propre compte.

Mais c'est la situation de dénuement des couches pauvres de la population qui explique l'explosion de colère actuelle et la situation dramatique où se trouvent des dizaines de milliers de Guadeloupéens qui vivent bien en dessous du seuil de pauvreté et qui sont moralement désorientés.

C'est l'État et le grand patronat qui portent la responsabilité de la crise actuelle.

Plus que jamais, nous demandons à la population de rester mobilisée. Le seul geste qui peut détendre la situation c'est de nous accorder complètement satisfaction sur toutes les revendications que nous réclamons depuis un mois. Et si un camarade de la CGTG a été victime des troubles qui se déroulent en ce moment, la principale responsabilité en incombe à l'État et au grand patronat qui ont cherché le pourrissement de la situation.



Funérailles de Jacques Bino.

2 C'est la force des travailleurs et des pauvres mobilisés qui fait la force du LKP

Qu'est-ce que le LKP ? c'est vous, c'est vous, c'est vous, c'est nous tous, les travailleurs et les pauvres du pays. Ça veut dire que le LKP doit exister en haut et en bas. En haut avec toutes les organisations syndicales, politiques, les associations, etc. Et en bas avec toute la population consciente et qui veut lutter pour les revendications posées par le LKP. C'est-à-dire lutter pour la défense des intérêts de toutes les catégories d'exploités et d'opprimés de ce pays.

Communiqué de Lutte Ouvrière 18 février 2009 Guadeloupe, un militant de la CGTG tué : responsabilité gouvernementale

En Guadeloupe, un travailleur, militant syndical de la CGTG, est mort dans la nuit du 17 au 18 février et, même si l'on ne connaît pas l'origine de la balle qui l'a frappé, c'est le gouvernement français qui en porte l'entière responsabilité. Alors que les travailleurs de l'île, rejoints par ceux de la Martinique, mènent depuis un mois une grève générale et unanime contre la vie chère, Sarkozy et Fillon ont choisi non seulement de ne donner aucune réponse à cette revendication, mais aussi de faire délibérément monter la tension en mobilisant leurs forces de police et en recherchant l'affrontement. Le gouvernement doit immédiatement retirer ses forces de police et donner satisfaction aux revendications des travailleurs des Antilles.

Lutte Ouvrière affirme sa solidarité entière avec la lutte des travailleurs de Guadeloupe et de Martinique qui est aussi la lutte de tous les travailleurs

en France et appelle à participer massivement à la manifestation de solidarité qui aura lieu à Paris, samedi 21 février, à 14 heures, de la République à la Nation.

Combat Ouvrier 22 février 2009 Commentaires et questions sur l'attitude de certains politiciens et syndicalistes connus

Michaud Chevry première gagnante du conflit.

Tout de suite après la réunion de Paris entre élus et président, madame Michaud-Chevry a exprimé sa totale satisfaction : « *Le président Sarkozy connaît bien les problèmes de l'Outre-Mer, etc.* ». Lurel, au début de la grève générale et de la montée de la mobilisation avait traité les manifestants de chienlit et à plusieurs reprises avait affirmé que les décisions politiques ne se font pas dans la rue, qu'il y a un calendrier, des dates prévues d'élections, etc. Mais les événements viennent de lui donner tort. Car, pour l'instant, le principal résultat de la mobilisation dans la rue c'est que le fameux calendrier a été complètement bousculé. C'est pourquoi madame Michaud-Chevry expose sans retenue sa complète satisfaction. Sarkozy a pratiquement déjà fixé la date d'une prochaine consultation pour aboutir au changement de statut, probablement dans le cadre de l'article 74 de la Constitution.

Si il n'y avait pas eu « la rue », Lurel aurait pu convoquer le Congrès et avoir une majorité pour repousser la mise en route du processus réclamant l'application de l'article 74, les socialistes étant majoritaires et pas favorables à cette forme d'autonomie accordée par l'art. 74.

Coïncidence ou pas, l'un des dirigeants du LKP (...) a proposé au LKP d'adopter une charte qui posait le problème du « développement du peuple guadeloupéen » dans des termes très ampoulés. Toutefois l'article 6 de cette Charte affirmait que ce développement du peuple guadeloupéen « *peut être assuré dans le cadre des lois actuelles et par toute innovation que le peuple jugera opportun d'engager* ». Autrement dit, les « brillants » auteurs de cette charte tentaient de faire adhérer tout le LKP à la position de Michaud-Chevry ! Alors se pose une question : quelle est l'importance, le poids des partisans de Michaud-Chevry à la tête du LKP ?

Il est probable que certains membres d'organisations présents dans LKP travaillent dans l'ombre pour Michaud-Chevry. Les diverses interventions de certains membres d'organisations du LKP (...) qui proposaient de « *sortir*

de ce conflit par le haut », sans trop se soucier si les revendications des travailleurs étaient satisfaites, illustrent bien son positionnement.

Même le vocabulaire « *sortir du conflit par le haut* » est une expression sortie directement de la bouche de Michaud-Chevry. Sortir par le haut ? Autrement dit mettre de côté toutes les revendications de salaires et tutti quanti... car tout cela, pour M-C, n'est que broutilles ! Ces revendications peuvent être coiffées par une revendication beaucoup plus large : « *changement de statut* » !

Une autre question se pose alors : mis à part ceux-là, qui d'autre à la tête du LKP se situe dans le sillage de Michaud-Chevry ? (...). Les responsables-dirigeants de LKP sont-ils sur cette question-là sur la même longueur d'onde ? La direction de l'UGTG s'est-elle prêtée toute entière à cette manœuvre proChevryste, à cette manipulation du mouvement de grève et de masses à des fins purement politiciennes ? L'UGTG est-elle donc sur la même position que le MIM de Marie-Jeanne qui considère qu'un statut type article 74, constituerait une étape à partir de laquelle il serait plus facile de sauter dans l'indépendance ? C'est peu probable, vu les prises de position et les pratiques courantes de ce syndicat. Mais, ces questions se posent et il faut nous les poser et être vigilants par rapport à cela !

Pour le MIM, le passage par l'art.74 facilite le passage à l'indépendance est probable. Et c'est ce qui explique les réticences d'une grande partie de la population à propos de ce nouveau statut article 74. Chacun se rend bien compte que même si la nouvelle collectivité ainsi créée reste dans le cadre de la République française, il est fort probable que l'accès à l'indépendance sera inscrit dans l'évolution possible de cette nouvelle collectivité.

Bien sûr, il n'est pas déshonorant d'avoir cette position, mais toute manipulation de la grève générale d'aujourd'hui est totalement condamnable et néfaste pour les intérêts des travailleurs. Car les dizaines de milliers de gens qui ont manifesté, ont fait grève, ont fait des barrages (et ajoutons à cela la mort du syndicaliste CGTG), toute cette énergie et ces sacrifices n'avaient pas pour but d'offrir un tremplin politique à madame Michaud-Chevry ou à d'autres « évolutionnistes statutaires ».

(....)

Si certains dirigeants ou ex-dirigeants syndicalistes se sont prêtés consciemment à ce jeu, cela veut dire que ceux-ci se fichent complètement de faire triompher les revendications des travailleurs et particulièrement l'augmentation de salaire de 200 euros.

Bien sûr, lorsque nous faisons cette analyse, nous comprenons bien que tous les acteurs mis en cause, (mis à part ceux qui tirent les ficelles) n'ont pas forcément une conscience claire du rôle qu'ils jouent chacun dans tout cela. Il est possible que MichaudChevry se soit embarquée dans un train qu'elle n'a pas du tout lancé et qu'elle en ait vu les avantages en cours de route et fait alors intervenir ses sous-marins. (...)

Alors pourquoi raconter tout cela ?

Parce que la grève est (peut-être) dans ses derniers moments, que Michaud-Chevry a déjà obtenu satisfaction, que certains « grands conseillers » de LKP se fichent complètement que les travailleurs gagnent ou non les 200 euros.

Mais il est encore possible de faire en sorte que les grévistes gagnent tout ou partie de leurs revendications. Ce qui constituera pour eux un renforcement moral pour les luttes inévitables à venir, vu le contexte de crise économique.

Quand les politiciens se greffent sur le mouvement de grève

Lurel et sa majorité dans les deux assemblées ont tout de suite pris le contre-pied du LKP et à demi-mots accusé Michaud Chevry d'être derrière tout ça. Malo a fait de même tout en se ménageant la possibilité d'évoluer vers le LKP. Ce qu'il a fait. Le maire de Lamentin s'est rallié assez vite au soutien au LKP lui aussi partisan d'un changement de statut, Jalton qui occupe une place un peu à part au sein du PS, indépendant, a dès le début soutenu sans réserve le LKP et fut le premier politicien à se rendre aux manifestations. Sa municipalité, sous sa houlette, a pris position en faveur du LKP y compris sur les augmentations de salaire. Ralliement sincère, intelligence politique l'avenir le dira.

Toujours est-il que la mobilisation sous la direction du LKP a posé un problème à tous les politiques, car la masse se mobilisant derrière le LKP grandissait sans cesse. Aucun politicien ne pouvait prendre le risque de s'y opposer de front. Donc quasiment tout le monde a déversé ses compliments, ses félicitations, (« mouvement bien organisé, mouvement pacifique, dans la dignité » etc.) ! Jusqu'au moment où les barrages et les bagarres de nuit entre les jeunes et les forces de répression ont commencé. Là, les choses allaient trop loin. Et même à l'intérieur du LKP, certaines voix ont commencé à demander l'arrêt des barrages(...). Puis Sarkozy a reçu les élus, etc.

(...) Les barrages ont constitué un point important du mouvement, bloquant complètement la Guadeloupe, rassemblant des gens de la

population autour de ces barrages et créant même pour le pouvoir une réelle difficulté en cas de répression.

Inversement, tous les politiciens ont souhaité dès le début une suspension de la grève, puis un assouplissement des barrages, ce qu'ils ont obtenu. Les obsèques du syndicaliste CGTG et l'hommage justifié qui lui fut rendu le samedi, ainsi que l'ouverture des négociations ont conduit à l'annonce officielle de l'assouplissement des barrages pendant le week-end.

Mais cela signifie-t-il que l'assouplissement sera terminé au lundi matin ? Espérons-le sans trop y croire, car tous ces jours-ci les partisans de MichaudChevry autour du LKP sont très actifs et ont l'oreille de certains « dirigeants » dont les déclarations poussent de plus en plus vers la « sortie de grève » !

LA TACTIQUE D'ASSOUPPLISSEMENT AU DÉBUT DES NÉGOCIATIONS EST UNE ERREUR ! EST-IL ENCORE POSSIBLE DE GAGNER ?

Oui, car derrière la grève générale, s'est mobilisée une masse d'une importance jamais vue dans le passé. À la fois pour les revendications et aussi en raison d'une aspiration profonde à la dignité s'exprimant contre toutes sortes d'abus, de mépris, de racisme officiel dont la symbolisation fut la déclaration de Hughes Despointes affirmant que les békés avaient protégé leur race depuis quatre siècles, ne voulant pas se mélanger aux Noirs. Certains Békés ont protesté qu'ils ne partageaient pas cette opinion, mais la preuve du pudding c'est qu'on le mange, la preuve du racisme de ces gens-là, c'est qu'ils sont blancs depuis quatre siècles dans un océan de population noire et colorée.

Est-il encore possible de gagner cette grève ? Ou de gagner quelque chose d'important dans cette grève ?

Il y a déjà un acquis dans cette grève. C'est que des grandes masses de pauvres, de travailleurs, de jeunes, un grand nombre de femmes ont défilé dans les rues, émerveillés de se retrouver si nombreux ensemble manifestant pendant un bon mois et très heureux d'être aussi nombreux à exprimer collectivement leur sentiment et leurs revendications. Et cela en dépit des difficultés, des sacrifices, des gênes de toutes natures. La joie profonde, le bonheur affichés lors des grands rassemblements, tout cela restera inscrit dans les consciences et constitue déjà un acquis extraordinaire qui laissera

des traces profondes dans les couches laborieuses et pauvres quel que soit le résultat des négociations.

Mais le plus grand succès ce serait aussi de faire reculer le patronat sur la revendication de salaire. Pour l'instant le patronat propose 50 euros pour les petites et moyennes entreprises et 70 euros pour les grandes entreprises. C'est évidemment plus que les traditionnels NAO où les patrons offrent de 1 à 2% en plusieurs étapes, etc.

Mais, avec une telle grève générale de près d'un mois, appuyée par de grandes masses en mouvement, il faut arracher le plus près possible de ces 200 euros ! Mais, pour faire céder les patrons, il faudrait de nouveau leur faire sentir la poigne de la grève générale notamment en bloquant tout ou partie de l'économie, de nouveau, pendant le temps des négociations.

C'est possible si l'EDF, CTM coupent l'électricité notamment sur tous les secteurs d'entreprises. Si de nouveau des barrages entravaient les routes principales notamment aux abords des quartiers populaires, perturbations renouvelées sur l'aéroport, blocage du port, etc. Ne serait-ce que quelques jours encore !

Mais tout cela n'est possible que si les syndicats les plus combattifs et les dirigeants de ladite grève échappent à l'influence des « conseillers modérés » (...) au sein du LKP pour affirmer rudement leur volonté d'arracher les revendications des travailleurs. Même si cela produit un « clash » ou un affrontement (d'idées et de tactiques bien sûr !) à l'intérieur du LKP. Par contre ce ne sera positif que si le « durcissement » de la grève réussit. Sinon tout auteur de « clash » sera montré du doigt et rendu responsable de la division et d'un éventuel échec. Le clash n'est pas forcément indispensable, mais tenir tête aux modérés est indispensable pour réussir une sortie favorable aux travailleurs et éviter toute forme de démoralisation par la suite.

Combat Ouvrier Extraits du tract du 26 février 2009 Premiers succès de la grève générale des travailleurs !

La mobilisation continue pour imposer partout les deux cents euros ! Déclenchée le mardi 20 janvier 2009 la grève générale a attiré des milliers de malheureux : Rmistes pauvres, femmes à domicile, chômeurs, handicapés, retraités, etc. C'est toute la société guadeloupéenne qui a subi un choc salutaire ! La contre-offensive des travailleurs salariés face à un patronat et

un État arrogants et anti-ouvrier, anti-populaire fut la bienvenue ! Un immense espoir a fait surgir alors un grand mouvement social prenant sa source au plus profond du peuple de Guadeloupe. Toutes nos revendications, toute notre volonté de justice, notre désir de vérité, de lutte contre les inégalités, c'est tout cela qui a débordé dans d'immenses manifestations. Des dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de femmes ont sillonné durant ces cinq semaines les rues des villes de Guadeloupe.

Face à cette montée populaire, le patronat et notamment les gros patrons ont fait durer les négociations espérant le pourrissement de la grève ! Ils ont trahi leur propre parole, ils se sont fait passer pour de pauvres victimes ne pouvant pas payer les 200 euros ! Mais la grève a tenu ! Le mouvement populaire n'a pas cédé !

Malgré les difficultés de toutes sortes : approvisionnement, circulation, répression sur les barrages, malgré trois victimes, provoquées par l'entêtement du patronat qui a fait durer cette grève, le mouvement social, impulsé par LKP, a fait reculer l'État et le patronat sur plusieurs points : salaires, prix des marchandises, loyers, prix des services, prix du carburant, etc.

Le Medef n'a pas signé l'accord sur les 200 euros, avec d'autres organisations patronales, mais qu'il le veuille ou non cet accord s'appliquera dans toutes les entreprises de Guadeloupe. Car les travailleurs ont entamé une continuité de la lutte pour rendre obligatoire l'application de cet accord sur les 200 euros.

Les travailleurs après une grève de plus d'un mois, ne vont jamais tolérer que des entreprises (Medef ou pas Medef) refusent d'appliquer les 200 euros. C'est un tournant décisif de notre lutte ! Et un tournant dangereux ! Tous les travailleurs, nous tous, sans exception, devons être solidaires et rassemblés derrière ceux qui vont entreprendre de faire appliquer l'accord de deux cents euros ! Cela va demander d'exercer une pression populaire constante sur certaines entreprises. Et s'il le faut de reprendre la grève générale !

Ce matin, le béké réactionnaire et cynique De Reynal a déjà dit à une délégation de travailleurs qui sont venus lui demander ce qu'il faisait avec l'accord, il a répondu : NON ! NON aux deux cents euros ! Pourtant, il faudra bien qu'il les applique !

(...)

Interview de J-M Nomertin, secrétaire général de la CGTG 26-27 février 2009

Sur quoi porte précisément l'accord signé par le LKP dans la nuit de jeudi à vendredi ?

Jean-Marie Nomertin. Sept organisations syndicales au sein du LKP ont signé un accord régional interprofessionnel. Il prévoit que les salariés percevant jusqu'à 1,4 fois le smic toucheront 200 euros d'augmentation de salaire. Entre 1,4 et 1,6 fois le smic, ce sera au minimum 6 % de hausse. Celle-ci sera de 3 % au-delà de 1,6 fois le smic. Pour les bas salaires, l'État mettra 100 euros, les collectivités (Conseil régional et Conseil général) 25 euros chacune et le patronat assurera les 50 autres euros. Pour les établissements de plus de 100 salariés, ce sera 100 euros pour le patronat et 100 euros pour l'État.

Combien de salariés sont concernés par cet accord ?

Jean-Marie Nomertin. Le patronat parle de 3 500 salariés. Pour nous, l'accord touche les 82 000 salariés du secteur privé, puisque la législation en prévoit l'extension. D'une manière ou d'une autre, les salariés feront cette extension eux-mêmes. Dans toutes les entreprises où le patronat n'a pas signé, ils feront parapher et entériner l'accord.

Pourquoi le Medef ne l'a-t-il pas paraphé ?

Jean-Marie Nomertin. C'est une stratégie. Le Medef et la CGPME ne voulaient pas que l'accord soit signé maintenant. Ils voulaient que la grève perdure. Ils continuent de jouer le jeu du pourrissement du conflit, en espérant qu'il capote.

Est-ce une victoire pour vous ?

Jean-Marie Nomertin. Oui, c'est une victoire. La revendication posée a été obtenue. Il n'y a pas

l'ombre d'un doute, cet accord sera appliqué à l'ensemble des entreprises de Guadeloupe.

Les négociations reprennent-elles ce week-end ?

Jean-Marie Nomertin. Il y a les revendications immédiates, celles de moyen terme et celles de long terme. Contrairement à ce que prétendent Nicolas Sarkozy, François Fillon et le préfet de Guadeloupe, il n'y a pas eu cinquante points d'accord. Nous en sommes au premier point d'accord arraché par les parties en présence. Il y a dix-neuf points de revendications immédiates. Et si nous aboutissons sur ceux-ci, nous appellerons certainement à l'arrêt du conflit. Mais il n'est pas question de le suspendre tant qu'il n'y a pas d'accord sur ces revendications immédiates.

Vous n'appellez donc pas à la reprise du travail dès lundi prochain ?

Jean-Marie Nomertin. Nous voulons d'abord obtenir un accord sur l'ensemble des revendications immédiates avant de lever la grève.

Si l'accord conclu est une victoire, pourquoi ne pas appeler à la reprise du travail ?

Jean-Marie Nomertin. Nous avons une plateforme qui pose la revalorisation salariale comme une revendication immédiate. Mais nous n'avons pas réglé la question des prix du tarif de l'eau, de l'électricité, des produits de première nécessité ou encore celle des licenciements dans l'hôtellerie. Sans oublier le droit de vivre et travailler au pays, une priorité pour nous. Nous avons obtenu une première victoire. Mais il reste encore des points à régler avant d'appeler à la suspension du conflit. On peut aboutir ce week-end, avec la volonté de l'ensemble des participants aux négociations. Nous sommes optimistes, tout en restant prudents, au vu des différents revirements que nous avons connus.

(extraits de Cgt BUS Pavillons publié dans *Luttes*)

Combat Ouvrier Tract du 26 février 2009 RENFORÇONS ENCORE LE MOUVEMENT LKP

La grande force du mouvement LKP a été incontestablement d'avoir exprimé et défendu les aspirations de l'ensemble des travailleurs et de toute la population. Les dizaines de milliers de Guadeloupéens qui ont répondu à ses appels avaient des revendications matérielles très précises à satisfaire en tant que travailleurs, retraités, Rmistes, chômeurs, handicapés, mais beaucoup d'autres aussi se sont reconnus dans ce mouvement car dans la

majorité du peuple guadeloupéen existe une profonde aspiration à défendre sa dignité, dans un pays où il reste encore bien des aspects sociaux et économiques hérités de la période colonialiste.

Le mouvement LKP a mis en évidence le désir profond de lutter contre l'exploitation d'une poignée de capitalistes locaux. Certains veulent défendre leurs privilèges de Blancs colonialistes (békés) tandis que d'autres venant de l'extérieur, les propriétaires ou actionnaires de TOTAL, des grandes enseignes Carrefour, Cora, Match, Leader Price, Ecomax, les grandes chaînes hôtelières, pillent tout aussi efficacement les richesses et le fruit du travail des Antillais.

Et pendant les cinq semaines qui viennent de s'écouler nous avons vu se développer le plus grand mouvement populaire qui ait jamais secoué les Antilles. Car parti des profondeurs des masses guadeloupéennes il s'est étendu à la Martinique, elle aussi en grève générale illimitée.

Durant tous ces jours-là, des dizaines de milliers de manifestants ont sillonné les routes, les rues de l'agglomération Pointe-à-Pitre – Baie Mahaut – Abymes – Moule – Capesterre – Basse-Terre. Ensuite le mouvement se radicalisant devant l'entêtement du gros patronat s'est transformé en une protestation générale aboutissant à la paralysie totale du pays grâce à des barrages populaires sur tous les axes de circulation y compris les routes secondaires.

Ces actions de barrage ont suscité l'intervention des forces de répression aux quatre coins de la Guadeloupe. Les répressions qui s'en suivirent, arrestations, inculpations, coups et blessures contre la population et les militants, ont provoqué l'indignation et la colère particulièrement des jeunes qui alors se sont déchaînés. Profitant des troubles et des nuits agitées, certains groupes manifestement ayant d'autres objectifs que le LKP se sont livrés à des exactions destinées à porter préjudice au LKP.

Certes, les jeunes ont fait preuve de fougue et de courage en affrontant les forces de répression, mais on peut affirmer que certains actes ont été commis par des gens qui n'avaient rien à voir ni avec LKP, ni avec la colère des jeunes.

Alors on peut poser la question, qui a donc téléguidé ces activistes ? Et qui a organisé et téléguidé l'assassinat d'un militant connu de la CGTG et de AKIYO ?

Les autorités coloniales ont tout de suite cherché à accréditer la thèse de balle perdue venant d'un barrage. Mais les témoignages des habitants

proches de l'endroit où ce crime a été commis montrent qu'il n'y avait pas d'activités de barrage à cet endroit-là. La puissance de la perforation sur la voiture montre aussi la puissance de l'arme qui a été utilisée, arme peu courante parmi les jeunes ou même parmi les malfrats urbains.

Tout cela n'a pourtant pas fait retomber la mobilisation pas plus que le discours hypocrite et vide de Sarkozy. Aujourd'hui la négociation a repris et les représentants du LKP constatent le même entêtement du patronat à ne lâcher que de maigres augmentations, inacceptables après un mouvement d'une telle ampleur.

La mobilisation est toujours là, toujours prête à se renforcer, à se radicaliser si nécessaire.

Et le patronat et le gouvernement se trompent s'ils croient qu'avec quelques maigres augmentations, avec la fatigue de ceux qui luttent, avec la lassitude de ceux qui souffrent, le mouvement s'arrête et disparaisse sans laisser aucune trace.

Bien sûr à un moment ou à un autre une grève s'achève, une mobilisation est suspendue, mais l'intensité de cette mobilisation permet d'affirmer que toute suspension du mouvement actuel ne sera qu'un arrêt provisoire pour reprendre des forces pour repenser ce qui a été fait, pour se critiquer soi-même, revoir les points de faiblesses, améliorer les points forts. Tout ceci étant fait, le mouvement repartira de plus belle et sur une base bien plus élevée et avec un niveau de conscience particulièrement chez les travailleurs, qui les poussera à exiger plus.

À ce moment-là la notion de « partage des richesses » que Sarkozy et d'autres politiciens agitent de façon démagogique pour faire croire qu'ils sont soucieux du sort des travailleurs et des pauvres, cette notion, les travailleurs dans les prochaines luttes chercheront à lui donner un contenu concret. Partage des richesses, oui, partage de toutes les richesses créées par le travail des salariés, des paysans, des artisans, des travailleurs individuels, etc. Mais le seul partage des richesses qui soit juste c'est que toutes les richesses appartiennent à ceux qui les produisent.

Dans la foulée de la présente grève générale, le mouvement commencé le 20 janvier 2009 va continuer à s'approfondir pour rassembler autour des travailleurs, toutes les forces vives du peuple guadeloupéen qui s'opposeront alors à la petite poignée de profiteurs parasites véritables soucougnan aspirant le sang du peuple pour faire grossir leur fortune illicite.

Un mouvement fort comme le LKP doit apprendre à critiquer ses propres points faibles y compris devant la population qui a fait la force du LKP. Tout mouvement populaire de contestation ayant atteint un si haut niveau ne peut se renforcer qu'en se critiquant lui-même pour avancer.

L'une des faiblesses du LKP a été et est encore l'insuffisance d'une réelle administration quasiment officielle, visible, transparente, accessible à toute la population de tous les problèmes de gestion concernant les problèmes vitaux de la population. Bien des responsables du LKP, des militants, ont en public incité les paysans, les pêcheurs, les petits commerçants à fournir de quoi nourrir la population. Ilya eu des problèmes d'approvisionnement en essence, en gaz, il y a eu le problème posé par la circulation des ambulances, des pompiers, des malades à travers les différents barrages.

Alors ces problèmes ont été réglés plus ou moins efficacement, en général dans le bon sens, mais il aurait été infiniment plus efficace que pour chacune de ces questions soit créée une administration, une commission, chargée de régler chacune d'elles. Le LKP avait intérêt à faire reconnaître par la population de telles administrations ou commissions et à les rendre accessibles à cette population, créant ainsi une administration parallèle, ce qui aurait augmenté la confiance et la mobilisation populaire. Ce qui aurait eu un effet décisif dans le rapport des forces car ce serait une façon de dire à l'adversaire en face : nous pouvons tenir aussi longtemps que vous si vous ne cédez pas à nos revendications. Il n'est pas dit que nous ne soyons pas obligés de continuer ce mouvement pendant des semaines encore.

Alors ces propositions constructives, nous demandons à tous d'y réfléchir car si nous allons dans cette direction, dans ce mouvement ou dans les prochains qui se déclencheront inévitablement, nous ferons un grand pas dans la voie du contrôle de nos affaires par nous-mêmes. Car ces commissions ou administrations permettront de poser tous les problèmes de la vie économique en Guadeloupe et de commencer à les résoudre par nous-mêmes.

Lurel, a traité le mouvement de « chienlit », se prenant pour De Gaulle qui avait ainsi traité les manifestants de Mai 68, mais cela ne lui avait pas porté chance. Ensuite Lurel a plusieurs reprises affirmé que ce n'est pas la rue qui décide ; mais justement si le LKP parvient à la fois à organiser la protestation, la mobilisation, la radicalisation et quand nécessaire parvient à démontrer aussi que, sous sa direction, s'organisent des services compétents

approvisionnement les villes en produits de l'agriculture, établissant des liens avec les petits et moyens commerces, s'il contrôle la distribution d'essence, d'électricité, d'eau, et bien Lurel pourra constater que la rue est capable de beaucoup de choses constructives, préfiguration de l'avenir.

Combat Ouvrier Tract du lundi 2 mars 2009 Imposer l'application de l'accord des deux cents euros dans les entreprises est une priorité ! Un point clef pour la suite du mouvement

Hier soir, Nomertin et Domota ont expliqué pourquoi la lutte de LKP continuait, pourquoi les travailleurs devaient continuer leur combat : il faut que les 200 euros d'augmentation de salaire soient appliqués dans toute la Guadeloupe ! La lutte continue donc pour atteindre cet objectif.

Un rassemblement s'est donc tenu lundi matin au parking de Gourdeliane avec pour but d'organiser la pression sur les entreprises dont les patrons sont au Medef et qui refusent de signer l'accord.

Est-il possible d'atteindre cet objectif ? Bien sûr que oui ! Hier soir encore, des milliers de gens se pressaient devant la Mutualité au meeting appelé par LKP à peine 24 heures avant ! C'est dire que la mobilisation est encore là. Et quand Jean-Marie Nomertin a posé la question : « Êtes-vous prêts à continuer le mouvement ? ». La réponse fut une clameur intense et longue de toute la foule !

Il va de soi pour la majorité des travailleurs et de la population qu'en aucun cas, on ne peut accepter que seule une partie des salariés touche les 200 euros. C'est inimaginable et inacceptable et ne sera pas accepté. Quitte à nous battre encore pendant des semaines.

D'ailleurs il est probable qu'un grand nombre de patrons du Medef vont se montrer moins stupides que les quatre zigotos bornés qui s'appellent Willy Angèle, Vion, Vial Collet et Louis.

Mais pour arracher l'application de l'accord sur les 200 euros, nous, travailleurs ne comptons pas sur leur « intelligence » ; nous devons exiger l'application dans toutes les entreprises et bloquer leur fonctionnement jusqu'à satisfaction. En indiquant aux patrons que les jours de grève seront à leur charge.

Gagner complètement cette bataille des 200 euros est une priorité car dans cette période de crise grave pour nous, salariés, il est très important d'imposer un nouveau rapport de forces qui nous permettra de protéger à tout moment nos intérêts. C'est le seul moyen de nous faire respecter. Et cela ouvrira la porte à toutes les autres revendications déposées par LKP dès le début du mouvement.

(...)

Deuxième priorité :

Baisse des prix et surtout contrôle des prix !

La deuxième priorité c'est le problème de la baisse des prix des marchandises. La discussion continue. Les patrons de la grande distribution vont essayer de nous faire avaler un choix limité de cent produits individuels, alors que nous voulons une liste de 100 familles de produits sur laquelle les baisses s'appliquent. Ce qui est une revendication déjà limitée car en réalité, il nous faudra arriver à une baisse générale de toutes les marchandises. Car les hausses sur un grand nombre de produits sont dues exclusivement à l'abus de position dominante des importateurs.

La fixation des prix de toutes ces enseignes distribuant des produits ménagers alimentaires, sanitaires, bureautique, informatique, automobiles, etc., est complètement arbitraire. Quand on regarde les « papiers » accompagnant le trajet de ces marchandises depuis le lieu d'importation (achat) jusqu'au magasin, on est scandalisé par l'évolution du prix à chaque étape, pour finir par un prix exorbitant réclamé au consommateur.

L'État ne fait rien contre cela parce que la doctrine officielle, c'est de laisser la liberté des prix. Donc les distributeurs peuvent nous racketter tant qu'ils peuvent. Notre réponse c'est donc de les obliger à baisser leurs produits par la pression populaire. Aujourd'hui, grâce à notre mobilisation, nous avons les moyens de les faire reculer sur un certain nombre de prix. Mais les distributeurs que nous avons en face de nous sont les mêmes gens à tête de bois dur qui sont au Medef ! Il ne faut faire aucune confiance à ces gens-là, même s'ils signent un engagement de baisse sur 100 familles de produits. Ce sont des truands, ils vont chercher à nous trander pour ne rien baisser du tout. Alors, il faudra mettre une surveillance sur les prix dans tous les magasins.

Combat Ouvrier Tract du vendredi 6 mars 2009 Après le succès irrésistible de la grève générale des travailleurs et de la

mobilisation populaire : EN AVANT VERS D'AUTRES VICTOIRES !

Après 43 jours de lutte et de mobilisation, la grève générale déclenchée le mardi 20 janvier 2009 s'est arrêtée !

Mais la lutte continue dans les entreprises où les patrons ont refusé de signer l'accord Bino ! Les salariés de ces entreprises entendent bénéficier intégralement de l'application de cet accord !

Aussi, aujourd'hui, dans des entreprises comme Milenis, Carrefour Destrelland, les hôtels, les Mac Donalds, le port, l'Iedom (pour un vieux conflit qui dure !) des entreprises de l'aéroport, la Brink, la Caf, etc.. dans toutes ces entreprises, la grève continue ou a repris sur l'application de l'accord Bino ou pour des contentieux en cours avec leurs patrons !

Un accord de suspension du conflit a été signé entre le représentant de l'État français, le préfet, avec le représentant du LKP.

C'était l'aboutissement de plusieurs semaines de combat sur nos revendications, pour nous faire respecter dans notre propre pays !

Car beaucoup d'exploiteurs et de profiteurs se croient tout permis et se croient encore à la période de l'esclavage. Ils ont fait de nous des esclaves sans chaînes, des salariés. Mais, si nous sommes enchaînés à leurs entreprises, n'ayant nul autre moyen de gagner notre vie, ils n'ont pas enchaîné notre esprit de lutte, ni notre soif de liberté et de justice sociale !

Lorsque nos ancêtres se révoltaient, ils se libéraient de la chaîne qui les retenaient au travail du maître. Ils s'enfuyaient ; c'étaient les « nègres marrons ». La façon moderne d'être des « neg mawon », de nous enfuir des « plantations » et des lieux de travail des maîtres actuels (les capitalistes), c'est de nous soulever en masse ! La levée en masse passe par une première étape : la grève générale illimitée, comme nous venons de le faire !

Mais la seconde étape sera plus importante ! Nous devons combiner la grève générale avec la prise en mains de nos affaires nous-mêmes. Il faudra exercer le contrôle des travailleurs sur tout ce qui se fait dans leurs entreprises et dans leur vie sociale !

Lors de la prochaine grève générale, qui n'est pas si loin que le croient nos adversaires, nous devons affirmer une autorité sociale des travailleurs en lutte qui fera fonctionner l'économie pour satisfaire nos besoins, ceux de l'immense majorité de la population.

Face à la crise qui vient se surajouter à notre propre crise, vieille de dizaines d'années, la seule solution c'est que les travailleurs prennent le contrôle de l'économie et l'orientent dans l'intérêt de ceux qui la font marcher : ouvriers, employés, fonctionnaires, paysans, artisans, etc. À L'EXCLUSION DES PROFITEURS OISIFS QUI NE SAVENT QUE TOUCHER LES BÉNÉFICES !

C'est la seule voie pour répondre à nos besoins et à ceux de toute la population laborieuse ! Pour éviter chômage encore plus massif, misère et déchéance !

Vive la lutte des travailleurs, piliers, potomitan de la société ! En avant pour d'autres combats fructueux !

AVERTISSEMENT !

Même si le Medef n'a pas signé l'accord sur les 200 euros aux côtés d'autres organisations patronales, cet accord s'appliquera dans toutes les entreprises de Guadeloupe. Car les travailleurs se chargeront de rendre obligatoire l'application de cet accord sur les 200 euros.

Les travailleurs qui viennent de mener une grève de plus d'un mois n'accepteront jamais qu'aucune entreprise (Medef ou pas Medef) refuse d'appliquer les 200 euros. L'action déterminée et collective va imposer l'application de l'accord aux récalcitrants.

LA LUTTE CONTINUE ! DANS LES HÔTELS, LES GRANDES SURFACES..... PARTOUT OÙ L ACCORD N'EST PAS APPLIQUÉ JUSQU'À SATISFACTION !

Pour la surveillance des prix, nous devons nous organiser immédiatement, collectivement. Dans chaque quartier, dans les entreprises, dans les associations de femmes, dans des LKP locaux, nous devons nous occuper en priorité de la surveillance des prix dans tous les magasins.

MARTINIQUE

Combat Ouvrier Bulletin du 11 mars 2009 LA GRÈVE GÉNÉRALE C'EST EFFICACE ! GARDONS LE MODE D'EMPLOI !

Mercredi 11 mars, un accord sur les salaires a été signé entre les organisations syndicales du Collectif du 5 février et les organisations patronales de Martinique. Ce nouvel accord apparaît bien comme une

victoire des masses pauvres et de toute la population mobilisées depuis le 5 février face à l'intransigeance et l'arrogance patronales, de l'État et particulièrement des gros patrons békés.

Il prévoit notamment les modalités pratiques d'application de l'accord cadre sur les salaires du privé signé le 3 mars. La revendication du Collectif ayant été ramenée à 250 euros, au lieu de 354 euros au départ, il prévoit que chaque salarié, percevant un salaire inférieur ou égal à 1,4 smic, soit 1 840 euros bruts mensuels reçoive à compter du 1^{er} mars 2009 un montant de 200 euros nets mensuels. Les employeurs y contribuent à hauteur d'un montant compris entre 30 et 100 euros, intégré dans le salaire. Le solde est constitué d'une prime du Conseil régional de 20 euros, du Conseil général de 10 euros et de l'État de 100 euros (RSTA-revenu de solidarité temporaire d'activité), contributions de l'État pour 3 ans et des collectivités pour un an. Cette augmentation touchera autour de 45 000 salariés.

L'accord du 11 mars prévoit que le calcul des salaires soit effectué sur la base du salaire annuel intégrant donc l'éventuel 13^e mois et les primes. En contrepartie de cette exigence des patrons, ces derniers ont dû lâcher un accord d'augmentation minimale de 4 % sur le salaire brut pour les salaires entre 1,4 smic (1 840 euros) et 1,6 smic (2 110 euros) soit environ 8 000 salariés au lieu des 2,5 % qu'ils proposaient quelques heures plus tôt, et une augmentation de 2 % pour les salaires supérieurs à 2 110 euros, soit 1,6 smic, au lieu des 1 % proposés.

Nous, travailleurs, n'avons évidemment pas gagné tout ce que nous revendiquions lors de la grève générale. Mais dans tous les domaines qui concernent le travail, la vie quotidienne et essentiellement sur les salaires et les prix des marchandises, nous avons fait reculer le patronat et le gouvernement.

En attendant qu'une décision appuyée sur des études de prix soit prise pour établir un smic local conforme au coût de la vie aux Antilles, la grève générale a arraché une augmentation de 200 euros, en partie fournie par les patrons et en partie par l'État et les collectivités.

Ce qui signifie, de fait, que le smic passe à 200 euros de plus ! Certes, la mesure est valable pour trois ans. Autrement dit, il faudra être capables à ce moment-là d'imposer sa continuité. Mais d'ici trois ans, il peut se passer beaucoup de choses ici et dans le monde, notamment sur le plan économique. D'ici là, nous aurons certainement à nous battre encore sur le terrain des salaires et sur celui de l'emploi. Car avec la crise économique qui s'aggrave

de jour en jour, patronat et gouvernement sont totalement disposés à faire payer la crise aux travailleurs. Il faut s'attendre à de nouvelles vagues de licenciements, de fermetures d'entreprises et même des attaques contre les salaires.

Le principal acquis des événements qui viennent de se dérouler aux Antilles, c'est la forme de la lutte elle-même, sa forme de grève générale. Ce que nous avons gagné, qui est très important, c'est d'avoir mis en pratique l'expérience de la grève générale ! C'est d'avoir redécouvert la force et la puissance d'un tel mouvement, d'avoir redécouvert que dès lors que les travailleurs tous ensemble engageaient une lutte, ils entraînaient massivement derrière eux toutes les couches populaires.

Nous avons pu nous rendre compte aussi que, grâce au mouvement d'ensemble de toutes les forces laborieuses et populaires, nous pouvions faire reculer l'État et les patrons. Avoir vécu et compris cela est un réel acquis pour l'avenir. Car inévitablement il faudra se battre de nouveau.

Ce mouvement du 5 février doit rester comme un acquis collectif, un tremplin sur lequel devront désormais s'appuyer toutes les luttes à venir. Il faudra aussi non seulement conserver et reproduire tous les effets positifs de cette grève, mais avoir aussi la capacité de se critiquer soi-même, de voir les faiblesses, les erreurs et les insuffisances, afin de les corriger pour les prochaines luttes. Une grève générale de cette ampleur appuyée sur un tel mouvement populaire a mis en évidence beaucoup d'aspects qui devront se développer dans l'avenir ou se corriger pour mieux faire.

**RESTONS PRÊTS À NOUS REMOBILISER DÈS QUE NÉCESSAIRE !
GARDONS VIVANT NOTRE ESPRIT DE LUTTE ! NOUS NE
TARDERONS PAS À EN AVOIR BESOIN !**

Tract de victoire du LKP 11mars 2009 - Extraits

(...)

Nou gannyé davwa, pendant 44 jours notre Peuple en mouvement, fier et en conscience, s'est révélé digne et combatif pour défier tous les *pwofitan*, tous les pouvoirs et a su les contraindre à la négociation. (...)

« l'Accord Bino » par cette nouvelle convention, cette nouvelle règle acceptée par le petit patronat Gwadeloupéen, les Travailleurs de Guadeloupe gagneront plus de liberté pour négocier leur rémunération, leurs conditions de travail, le droit à la formation, leur droit au travail.

Yo pè “la Gwadeloup sé tan nou” davwace chanté a lari é a déboulé nous galvanise, nous rend heureux, nous unit, nous invite à organiser l’avenir de nos jeunes pou dèmen pli bèl.

Yo pè davwa, nous avons déjà obtenu la baisse du prix de l’essence, des transports, de l’eau, des loyers, des frais bancaires, des produits de première nécessité, du pain, des impôts, le recrutement des 19 professeurs d’école ayant réussi au concours, la protection de la production locale et le respect de notre culture etc.

Yo pè davwa, la lutte continue pour le droit au travail des Guadeloupéens en Guadeloupe, l’accès aux soins de santé pour tous, la révision des programmes scolaires, la protection de notre patrimoine environnemental, la défense des intérêts des mutuelles de Guadeloupe etc.

Yo pè davwa , aucun de leur programme politique, de leur plan de relance, de leur projet pour l’OutreMer n’a su répondre à nos revendications et préoccupations et pour cause, ils n’ont pas été pensés à cet effet.

(...) LKP appelle tous les Guadeloupéens à soutenir les travailleurs en lutte pour l’application de l’Accord Bino et la satisfaction de leurs revendications...NOU PAKA LAGE !!

LKP invite le Peuple de Guadeloupe à s’organiser dans les entreprises, les villes, les campagnes, les quartiers, les familles, à créer un réseau LKP, réseau de lutte, de solidarité, de création et de conscientisation...(...)

L.K.P Lapwent, le 11.03.09 Point-à-Pitre



Elie Domota, secrétaire général de l’UGTG.